



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Nous, moi – les autres

Les associations de migrants et la formation de l'identité:
une approche internaliste



Commission fédérale pour les questions de migration CFM
Documentation sur la politique de migration

© 2009 Commission fédérale pour les questions de migration CFM

Auteurs:

Laurent Matthey et Béatrice Steiner de l'Institut de géographie de l'Université de Lausanne en collaboration avec Rosita Fibbi, Kaya Bülent, Joëlle Moret du SFM Neuchâtel

Rédaction

Pascale Steiner

Photo de couverture

Stefan Iori (Tu crois en Bob Dylan? La Chaux-de-Fonds: Bureau du Délégué aux étrangers, 2006)

Graphisme/impression

W. Gassmann SA, Bienne

Distribution

OFCL, Vente des publications, CH-3003 Berne,
www.bundespublikationen.admin.ch
Art.-N° 420.921.F

Commission fédérale pour les questions de migration
Quellenweg 9
CH 3003 Berne-Wabern
Tél. 031 325 91 16
www.ekm.admin.ch

Nous, moi – les autres

Les associations de migrants
et la formation de l'identité:
une approche internaliste

Mai 2009

Table des matières

	AVANT-PROPOS	4
1	INTRODUCTION	6
	1.1 Les temps changent: l'associationnisme migrant au tournant du siècle	6
	1.2 L'identité: un analyseur du changement	6
	1.3 Une approche internaliste: deux entrées	7
2	LES ASSOCIATIONS: UNE APPROCHE PAR LE CONFLIT	8
	2.1 Les conflits comme moteur du changement dans les associations	8
	2.1.1 Des conflits qui dépendent de la situation politique du pays d'origine	8
	2.1.2 Des activités qui suscitent le conflit	9
	2.1.3 De l'association comme lieu à l'association comme genre	10
	2.1.4 Une gouvernance contestée	11
	2.1.5 L'association comme productrice de capitaux	12
	2.1.6 État-association: des relations qui se multiplient	14
	2.1.7 Des ressources financières et politiques inégalement partagées	14
	2.1.8 Conclusion intermédiaire	15
3	L'IDENTITÉ: UNE APPROCHE PAR LE TRANSNATIONALISME	16
	3.1 Des identités en transformation	16
	3.1.1 Le transnationalisme: une pratique personnelle plus qu'associative	16
	3.1.2 Le transnationalisme: une identité qui traverse les identités	18
	3.1.3 Une «mouvance» productrice d'un «nous» migrant	20
	3.1.4 Conclusion intermédiaire	21
4	CONCLUSION	23
	4.1 Récapitulation	23
	4.2 Ouvertures	24
5	NOTES	26
6	LITTÉRATURE	27

Avant-propos

Dans notre vie quotidienne, la question de l'identité nous accompagne toujours. Ainsi, se présenter personnellement devant un cercle de personnes inconnues implique que l'on va se classer – ou être classé – dans un certain groupe. Dans un groupe de participants à un cours par exemple, les hommes se présentent souvent en déclinant leur profession et leur position dans l'entreprise qui les occupe. Les femmes, elles, ont plutôt tendance à mettre en avant les compétences qu'elles ont acquises et leur rôle au sein de la famille. L'appartenance locale se définit le plus souvent par l'indication du lieu de domicile, plus rarement du lieu d'origine. Les personnes d'origine étrangère se définissent en règle générale par leur pays de provenance et non par leur lieu de domicile ou d'origine. Lorsqu'on demande d'où elle vient à une personne qui est née à Luanda, a grandi à Grenoble et a été naturalisée à Fribourg, on peut s'attendre à ce qu'elle réponde d'Angola. Sans invitation explicite, cette personne commencera sans doute par mettre en avant son altérité et se positionnera ainsi elle-même comme étrangère.

Au cours de ces derniers mois, la Commission fédérale pour les questions de migration (CFM) s'est occupée intensivement des questions d'identité. Mais il est apparu rapidement qu'il n'était pas simple de définir l'identité. En effet, les divers aspects de l'appartenance sont imbriqués les uns dans les autres et présentés différemment selon les situations. A peine tente-t-on de déterminer la forme et les contenus de l'identité que cette dernière commence à se dissoudre. Bien que l'on s'éloigne ainsi du concept de l'identité en tant que telle, il vaut néanmoins la peine de considérer le devenir, le changement et les influences de l'identité. Sous cet angle, il apparaît clairement que la politique identitaire se traduit d'abord en une politique d'appartenance et de classification. Par le biais de la construction d'identités communes, des groupes de personnes peuvent être mobilisés pour revendiquer des intérêts spécifiques et agir stratégiquement en conséquence. Mais, lorsqu'on s'attribue soi-même une identité ou une appartenance, il est inévitable que des groupes soient exclus. Ces attributions sont particulièrement importantes lorsqu'elles reconduisent les catégories dans lesquelles les groupes ont été catalogués, par exemple lorsque ces groupes se présentent eux-mêmes comme «étrangers», «Noirs», «Secondos» ou «Youngos».

L'attribution d'une appartenance et d'une différence se trouve là où des majorités tentent d'assurer leur hégémonie, là où des minorités luttent pour leur reconnaissance. Une politique basée sur une identité spécifique semble en particulier présenter une influence concrète lorsque des groupes ou des mouvements se fondent sur des appartenances ou des différences religieuses, ethniques ou culturelles. Des représentations spécifiquement religieuses, nationales et culturelles deviennent ainsi des domaines où s'opèrent des délimitations entre les majorités et les minorités.

Le «nous» articulé par la majorité

La politique identitaire des groupes appartenant à la société majoritaire se fonde sur l'idée d'une nation considérée comme homogène quant à son essence et à ses valeurs. Le passeport constitue pour ainsi dire la matérialisation d'une identité nationale considérée comme homogène. Ainsi que Bertold Brecht l'écrivait jadis en souriant, «le passeport est la partie la plus noble de l'homme...». La question de savoir comment on obtient un passeport suisse a d'ailleurs été le point de départ des discussions dans le cadre de l'initiative populaire «Pour des naturalisations démocratiques» mise en votation le 1^{er} juin 2008. La campagne de votation fut ainsi l'occasion de débats nourris sur des questions d'identité et de souveraineté nationale, de citoyenneté, d'appartenance culturelle, de droits politiques et de participation des différents groupes de la population aux différents domaines publics. Dans ce contexte, une nouvelle catégorie a été créée: celle des «naturalisés». Les personnes décrites comme telles deviennent ainsi une variante particulière de «l'étranger»; elles ne sont de fait plus des «étrangers», mais ne sont pourtant pas tout à fait des «SuisseS». Elles continuent dans une certaine mesure à être marginalisées.

Le «nous» articulé par les immigrés

Dans le cadre de la définition identitaire qui leur est reconnue, nombre d'immigrés tentent de trouver un sentiment d'appartenance. Il s'agit pour eux de se présenter en tant que groupe et d'opposer leur propre définition d'eux-mêmes à celle qui leur est imposée de l'extérieur. Afin de rendre visible ces processus, la CFM a mandaté l'Institut géographique de l'Université de

Lausanne pour qu'il procède à une étude centrée sur les associations de migrants. L'étude révèle de manière impressionnante à quel point les processus d'attribution identitaire sont complexes. Tandis que, par exemple, le modèle «association culturelle», dans le sens de «nous sommes nous, et les autres sont les autres» couvre parfaitement les besoins de la première génération d'immigrés, la deuxième génération d'immigrés parvient beaucoup moins à s'y identifier.

La situation en Suisse ainsi que celle qui prévaut dans le pays de provenance sont décisives en ce sens qu'elles déterminent jusqu'à quel point la diversité est possible et vécue dans les associations. L'étude montre qu'au sein des associations de groupes de migrants établis depuis longtemps en Suisse, la démarcation entre «nous» et «les autres» ne s'applique pas uniquement à la société majoritaire, mais aussi au sein même des groupes. En revanche, les associations de groupes de personnes établies depuis moins longtemps et dont les membres, selon les circonstances, sont confrontés à des situations politiques instables dans le pays de provenance, s'efforcent d'aplanir les différences au sein des groupes. En y regardant de plus près, les «traditions culturelles» qu'invoquent fréquemment les personnes appartenant à un groupe s'avèrent être des créations engendrées par la situation concrète du contexte migratoire.

L'attribution identitaire constitue des processus complexes. Ils sont toutefois en constante mutation et imprègnent la cohabitation de la majorité avec les immigrés. De par l'approche de ce thème et de son approfondissement par le biais de cette étude, la Commission espère contribuer à la connaissance de tels processus dans la vie quotidienne.



Francis Matthey, président de la Commission fédérale pour les questions de migration

1 Introduction

1.1 Les temps changent: l'associationnisme migrant au tournant du siècle

L'associationnisme migrant constitue une forme particulière de l'associationnisme en général, à savoir la propension qu'ont des individus à s'organiser en collectif pour atteindre des objectifs, réaliser un projet. L'associationnisme qui nous intéresse ici est ainsi composé de structures formelles, poursuivant, à l'aide d'activités, des buts explicités dans des statuts, conformément à la définition que l'article 60 du code civil suisse donne des associations.

Qualifié de migrant, cet associationnisme se caractérise par le fait que les associations y relatives ont le plus fréquemment été fondées par des migrants. La plupart de leurs cadres sont issus de l'immigration. Leurs membres et usagers sont principalement des migrants ou des enfants de migrants. Enfin, leurs activités sont notamment liées à la présence de migrants en Suisse. Il importe néanmoins de voir que ces associations sont, dans la majeure partie des cas, ouvertes – à quelque niveau organisationnel que ce soit – aux ressortissants d'autres communautés nationales que celles qu'elles représentent.

Ces associations ont connu d'importants changements ces dernières années. Dans de nombreux cantons, la modification de la loi relative aux patentes associatives a induit une professionnalisation des services et conduit à l'introduction d'une rationalité économique dans la gestion ordinaire des cercles et autres buvettes d'associations. Le vieillissement de la population confronte les premières associations à un certain défi démographique.¹ Les plus anciens retournent au pays, ce qui suscite une baisse des effectifs associatifs. Les fils et filles de migrants – secondos et secondas² – inscrivent leur existence dans des cadres de références plus variés, conduisant à ce que les associations historiques perdent potentiellement de leur attractivité. Le développement de ce que d'aucuns ont appelé – en dépit de l'extraordinaire diversité des dispositifs cantonaux – la nouvelle politique d'intégration les confronte à un nouveau mode de fonctionnement et de financement, les inclinant à un travail collaboratif, sur le mode de la loyauté puisqu'il s'agit pour elles de prendre part aux initiatives d'inclusion développées par les structures institutionnelles.³

Les associations de migrants en Suisse semblent être entrées, ces huit à dix dernières années, dans une phase historique de reconfiguration, ce qui justifie que l'on s'intéresse aujourd'hui à la manière dont sont traduites quotidiennement les contraintes présidant à leurs transformations.

1.2 L'identité: un analyseur du changement

Pour analyser ces contraintes, nous userons d'un analyseur spécifique, celui de l'identité; une identité conçue ici non pas comme une essence, mais comme le résultat toujours instable d'une mise en rapport; le produit d'une relation. Du point de vue de notre questionnement général, outre son caractère relationnel, l'identité est encore théorisée comme «contingente»⁴ et «différenciée» (puisque l'acteur s'inscrit dans plusieurs systèmes d'identification). Par hypothèse, le sujet individuel et collectif qui nous intéresse est ainsi pris dans une tension permanente entre, d'une part, un mouvement qui limite la fixation de dispositions autour d'un «noyau» prédonné et, d'autre part, un mouvement de coalescence ponctuelle, de «fixation partielle»⁵ des éléments de l'identité.

Prenant acte de ce caractère relationnel de l'identité, cette recherche aspire à donner des éléments de réponse au faisceau de questions suivant:

- Comment les associations de migrants prennent-elles en charge – dans un contexte en mutation – les identités des personnes qui les animent et les fréquentent?
- Comment les associations de migrants prennent-elles en charge ces identités pour en produire de nouvelles dans le cadre de la migration et des processus d'intégration?
- Comment les associations de migrants sont-elles, elles-mêmes, modifiées par l'élaboration de ces nouvelles synthèses identitaires?

Pour ce faire, cette recherche adopte une approche dite convergente, qui consiste à observer les pratiques associatives de communautés différentes dans un même pays d'accueil, en l'occurrence la Suisse.

Dans le cadre de cette étude, ce sont les associationnismes de trois communautés aux histoires migratoires sensiblement contrastées, à savoir les **communautés portugaise, albanaise⁶ et tamoule**, qui sont analysés. Les ressortissants de ces communautés sont en effet arrivés en Suisse dans des contextes et en des temps différents – bien que certains points communs soient identifiables, notamment du point de vue des raisons qui ont présidé à la migration (tensions politiques, persécution, exil politique, pour les Tamouls et les Albanais; migration économique pour les ressortissants albanais ou du Portugal). Ces communautés s'inscrivent ainsi dans des phases différentes d'un cycle associatif largement documenté⁷, entretenant ainsi des relations potentiellement diversifiées aux pays d'accueil et d'origine.

Par ailleurs, il importe de voir que la communauté tamoule, ainsi qu'une partie de la communauté albanaise, sont arrivées en Suisse dans un contexte qui est celui de l'asile. Ces communautés ont pu ainsi bénéficier de structures d'aides institutionnelles, qui ont probablement diminué la nécessité de recours à l'associationnisme migrant considéré dans ses dimensions de secours mutuels, d'assistance et d'insertion.

Pour chacune de ces communautés, une dizaine d'associations, actives en Suisse romande ou en Suisse alémanique, ont été échantillonnées selon une méthode dite réputationnelle⁸, permettant d'approcher certaines des structures les plus représentatives dans le domaine de l'intégration, de la jeunesse, de la religion, des rapports sociaux de sexe, de la diaspora ou de la culture.

Se proposant de clarifier les articulations entre dispositifs collectifs et façons d'agir et de penser des individus, cette recherche recourt à une technique privilégiée, celle de l'entretien semi-directif. Cette technique de recueil de données est complétée d'informations collectées dans le cadre de conversations de terrain. Ces entretiens et conversations de terrain ont principalement été réalisés auprès de cadres associatifs, de membres et d'usagers d'association. Mais nous avons aussi rencontré des ressortissants d'une communauté qui n'ont pas ressenti la nécessité de fréquenter des structures associatives. Au total, ce sont 34 individus qui ont été sollicités pour évoquer ce que l'associationnisme migrant de leur communauté représentait pour eux, c'est-à-dire ce qu'ils comprenaient de cet associationnisme, la manière dont ils le construisaient comme mouvement, comme ressource ou comme gêne; comme facilitateur ou pesanteur; comme espace de l'idylle originelle ou lieu conflictuel d'une recomposition des identités.

1.3 Une approche internaliste: deux entrées

Privilégiant une approche internaliste, en ce qu'elle porte son regard sur les interactions qui font le quotidien de ces associations, cette recherche mobilise deux embrayeurs analytiques. Le premier est celui, classique, du **conflit**. Les sociologues de l'école de Chicago faisaient en effet du conflit une notion centrale de ce qu'ils appelaient, dans la langue de l'époque, le «cycle des relations raciales». Le conflit constitue un moment fort de renégociation des normes et représentations des acteurs impliqués. Ces chercheurs ont développé cette théorisation du point de vue des relations interethniques. Or, les petits conflits internes aux groupes offrent aussi l'occasion de comprendre les changements qu'ils traversent, la manière dont l'intégration produit et mobilise de l'étrangeté à soi, aux autres de sa propre communauté et à tout autres de la société d'accueil. Le conflit constitue ainsi un puissant révélateur de la manière dont les identités individuelles et collectives sont réévaluées dans la migration, suscitant par là-même des formes collectives d'organisation de la vie quotidienne.

Le second embrayeur est celui du **transnationalisme**. Dans les sciences humaines et sociales, le transnationalisme fait référence aux pratiques par lesquelles les migrants tendent à construire des liens – de nature politique, économique, sociale, culturelle, religieuse – au sein d'une diaspora. Ces liens se développent en direction du pays d'origine d'une part et des migrants du même groupe de référence dispersés ailleurs dans le monde d'autre part. Les technologies de la communication, tout comme l'optimisation du système international de transports, favoriseraient le transnationalisme en facilitant les contacts à distance. A l'heure de la globalisation, le transnationalisme consiste donc à prendre acte que les migrants inscrivent une partie de leur existence dans des réseaux qui dépassent les frontières dessinées par notre modernité politique. Il insinue potentiellement l'idée d'une reterritorialisation des identités, qui ne s'inscrivent plus uniquement dans un cadre de référence qui est celui d'une nationalité articulée sur un État, mais dans un immatériel, celui des flux des échanges d'informations, des mouvements de capitaux, des réseaux sociaux, des échanges culturels, des grands mouvements religieux. Les identités se jouent ainsi des frontières et s'émancipent des pesanteurs de l'espace géographique.

Par conséquent, le transnationalisme est une manière d'envisager la potentielle recombinaison de l'«ici» et de l'«ailleurs» au sein de structures produites pour faire converger des espaces topographiques et institutionnels distants. Ainsi, le transnationalisme offre un point d'observation des processus de syncrétisme⁹ qui ont lieu dans les associations de migrants.

2 Les associations: une approche par le conflit

2.1 Les conflits comme moteur du changement dans les associations

Les transformations qui ont cours dans les associations de migrants peuvent être appréhendées depuis deux points de vue. La première perspective consiste à les analyser à partir des contraintes exogènes auxquelles elles doivent faire face. Ces organismes, qui jouent un rôle d'interface entre le pays d'accueil et celui d'origine, sont en effet sensibles aux changements – politiques, économiques, juridiques et sociaux – qui traversent ces deux sociétés: ceux-ci représentent autant de vagues qui secouent les associations et contraignent leurs dirigeants à en adapter les structures, les activités proposées et, bien sûr, à repenser leurs objectifs généraux.

Ces entités peuvent aussi être analysées à partir de facteurs endogènes. Dans ce cas, elles sont appréhendées comme des champs, «des espaces structurés de positions (ou de postes) dont les propriétés dépendent de leur position dans ces espaces et qui peuvent être analysées indépendamment des caractéristiques de leurs occupants». ¹⁰ En conséquence, on s'intéresse à la façon dont les cadres, les membres ainsi que les simples usagers s'y positionnent et interagissent les uns avec les autres. Or, l'analyse de ces interactions suppose nécessairement d'aborder la question des conflits. En effet, rappelle Michel Crozier, «aucun système d'organisation ne peut se constituer sans relations de pouvoir et toute organisation se structure autour des relations de pouvoir qui permettent d'effectuer la nécessaire médiation entre les objectifs à atteindre et les moyens humains indispensables à leur réalisation». ¹¹

Les associations de migrants ne font pas exception à la règle: comme n'importe quelle organisation, elles sont traversées par un certain nombre de tensions qui sont principalement liées au fait que les migrants ne représentent pas une catégorie homogène. L'identité d'une personne ne dépend pas de sa seule origine culturelle; elle est aussi fonction de son âge, de son sexe, de son statut socioprofessionnel et de son histoire migratoire. L'association est donc le réceptacle d'identités plurielles qui s'incarnent dans des attentes et des représentations différentes.

Parler de conflit suscite souvent la gêne: on tend à y voir un «échec relationnel». Notre perspective sera tout autre puisque, en nous référant à Georg Simmel, nous considérerons ces tensions intra-associatives de façon positive. En effet, le conflit est un élément de socialisation, rappelle ce sociologue. Par sa seule présence, il contribue à maintenir le lien entre les parties en présence qui, centrées sur un objectif commun, sont tenues d'inventer des règles et des normes communes. ¹²

2.1.1 Des conflits qui dépendent de la situation politique du pays d'origine

Les conflits se manifestent différemment au sein des communautés selon la situation politique du pays d'origine. En cas de guerre ou d'importantes tensions, le regard des migrants est «porté au loin»: les soucis causés par les dangers encourus par les parents et les amis restés au pays – ainsi que leur désir de voir le régime en place tomber – sont un élément de cohésion sociale. Lorsque le conflit politique – qui sert d'élément transcendant – s'apaise, les associations perdent progressivement leur aspect homogène: les clivages internes – jusque-là latents – commencent à apparaître.

La *diaspora tamoule* entretient toujours un rapport très étroit avec le Sri Lanka, car le conflit qui oppose les Tigres tamouls à la majorité cinghalaise continue de secouer le pays. Il s'est d'ailleurs amplifié au cours de ces derniers mois. Dans ces circonstances, les organismes politiques sont très actifs en Suisse et veillent à ce que leurs compatriotes contribuent financièrement à la lutte. Quels que soient leur âge, leur sexe ou leur profession, les Tamouls sont animés par un même idéal, si bien que dans cette communauté le conflit fait office de ciment social.

– *Les associations politiques se sont développées encore plus que les associations visant l'intégration, car la situation dans le pays d'origine intéresse fortement et de près tous les Tamouls en Suisse (cadre; association tamoule).*

La *communauté albanaise* s'inscrit dans un contexte différent puisque la guerre au Kosovo a cessé en 2006, donnant naissance à un État en février 2008. Ce relâche-

ment des tensions a entraîné une reconfiguration du champ associatif. Tandis que les associations politiques ont perdu une partie de leurs membres et ont vu leur influence diminuer, les organismes consacrés à l'intégration se sont renforcés et multipliés: les plus anciens – qui avaient fermé pendant la guerre – ont repris leurs activités initiales et d'autres ont vu le jour.

Parallèlement à cette effervescence associative, les premières fissures commencent à apparaître. A mesure que les nouvelles structures voient le jour, le profil des responsables se complexifie: une nouvelle génération d'associés a fait son apparition sous les traits des jeunes universitaires. Soucieux de prendre part à cette nouvelle phase de l'histoire, ils sont très actifs et sont à l'origine de plusieurs associations. Bien qu'ils s'accordent avec leurs aînés sur les activités à développer, leurs façons de faire diffèrent, ce qui entraîne parfois des tensions – bien que l'ancienne génération est réputée très bienveillante et semble plutôt heureuse de cette mobilisation des jeunes.

La situation des **Portugais** est encore plus complexe: depuis la chute du régime de Salazar en 1974, les associations ont eu le temps de se multiplier et le profil des associés de se diversifier: aux variables de l'âge et du genre sont venues s'ajouter les différences relatives aux histoires migratoires. Trois «générations» et plusieurs vagues migratoires se côtoient dans ces espaces. Depuis 2001, de nombreux Portugais sont arrivés en Suisse pour chercher du travail. Ces néo-migrants ont un profil très différent de celui des primo-migrants et surtout n'ont pas les mêmes attentes à l'égard de l'association. Enfin, il faut considérer la variable sociale: l'association est fréquentée aussi bien par des migrants qui disposent d'un capital culturel élevé (c'est-à-dire les intellectuels issus de la première génération et les ressortissants de la deuxième génération qui ont étudié) que par des personnes qui ont à peine terminé leur scolarité obligatoire. Les conflits suscités par cette diversité portent aussi bien sur les activités menées au sein de ces cercles que sur leur gestion et reflètent des attentes – ainsi que des représentations – différentes.

2.1.2 Des activités qui suscitent le conflit

Les activités proposées ne font pas toujours l'unanimité parmi les sociétaires. Les jeunes sont de ceux qui s'en plaignent, car les tournois de cartes, le folklore et les bals ne les enthousiasment guère. Ils désertent donc les associations créées par leurs parents et privilégient d'autres lieux (restaurants, lounges, discothèques) qui, parfois aussi tenus par des ressortissants de leur communauté, répondent mieux à leurs aspirations. Les plus âgés sont préoccupés par le départ des jeunes et reconnaissent qu'ils n'ont pas fait assez d'efforts pour les retenir. Les initiatives développées en ce sens – création d'une disco-

thèque, organisation de repas pour permettre aux jeunes de se rencontrer – n'ont pas abouti, car les jeunes les ont interprétées comme la manifestation d'une volonté de contrôle parental.

Pour les migrants, l'association représente effectivement un lieu protégé: y attirer les adolescents est une façon d'éviter qu'ils n'abandonnent les coutumes et les règles de leur communauté d'origine, au profit de pratiques et de mœurs jugées plus libérales de la société d'accueil.

– Il y a des jeunes qui viennent sans leurs parents et nous, on essaie de les maintenir sur la bonne route. J'en connais qui sont allés en prison, ou qui ont eu des problèmes d'alcool. Le grand président des Tigres nous a appelés et nous avons parlé de cela: on a décidé de faire quelque chose pour ces jeunes, parce qu'on ne peut pas les laisser comme cela. On essaie donc de les faire venir dans notre association ou de leur trouver du travail (cadre; association tamoule).

Quitter l'association revient pour les jeunes à se libérer de l'emprise parentale et à se distancer de valeurs qu'ils estiment en porte-à-faux avec la société dans laquelle ils ont grandi. Les seules activités qui trouvent grâce à leurs yeux sont le football et la danse, qui connaissent un succès manifeste dans les trois communautés. Certains groupes folkloriques réunissent ainsi jusqu'à trois générations, ce qui ne manque pas d'étonner les danseurs – souvent âgés – qui viennent se produire en Suisse.

Ce succès s'explique entre autres par la dimension collective de ces deux disciplines, mais surtout par leurs liens étroits avec la société d'origine: les danseurs folkloriques arborent un costume typique du pays, ce qui leur permet de manifester pour quelques instants cette part de leur identité et d'exprimer publiquement cette appartenance géographico-culturelle. De même, les footballeurs ont la possibilité de se retrouver sous une bannière à consonance portugaise ou de porter un maillot aux couleurs d'un club lusitanien.

Une autre critique formulée à l'égard des activités pratiquées dans les associations est leur caractère par trop populaire. Le fado, les matchs de football, les tournois de cartes et les bals sont celles qui connaissent le plus de succès. Or, les personnes qui se revendiquent d'un certain niveau d'études regrettent que la culture ne soit pas plus présente dans l'association et que les occupations qui s'y pratiquent présentent une image simpliste de leur société d'origine. «Une nation ne se limite pas au football», s'insurge un de nos interlocuteurs, critiquant implicitement l'intérêt, qu'il juge excessif, de ses compatriotes pour le sport.

De fait, les associations ont un faible indice de créativité et restent très ouvrières, explique un cadre associatif, ce qui reflète le niveau socioculturel assez modeste de la majorité des sociétaires présents. Par conséquent, les membres de la jeune génération, en particulier ceux qui ont étudié, ne s'y retrouvent pas. Pour éviter de se faire associer à ce public qu'ils jugent trop populaire, ils se distinguent. Ce processus vise à prendre de la distance avec le «vulgaire», au sens de «commun». ¹³ Certains décident simplement de ne pas (ou plus) se rendre à l'association. Ils privilégient alors des structures à buts plus culturels (conférences, expositions de photographies, etc.). Pour d'autres, cette rupture est d'ordre symbolique: ils continuent de fréquenter les organismes décriés, mais s'en distancent d'un point de vue discursif. Dans leur bouche, les associés deviennent des «étrangers», dont ils critiquent le manque de culture et de savoir-vivre.

Enfin, il faut évoquer la marchandisation progressive de ces associations, autre point qui suscite la controverse. Au fil des années, alors que ces organismes prenaient de l'importance et que les responsables ne pouvaient plus tout assumer en sus de leurs occupations professionnelles, certaines activités – en particulier le domaine de la restauration – ont été sous-traitées à des professionnels en échange d'un loyer. Ainsi, les restaurateurs ont désormais une grande importance dans ces cercles, car ils ne se contentent pas de tenir le bar, mais participent aussi à leur gestion. Cette situation déplaît profondément aux membres fondateurs qui voient dans cette marchandisation une transformation ontologique de l'association.

Ce changement de gouvernance se répercute sur les activités proposées. Les gérants cherchent avant tout à faire consommer leurs clients et non pas à organiser des manifestations culturelles. Les sociétaires de la première heure et leurs enfants regrettent ainsi que les associations se réduisent désormais aux matchs de football diffusés sur les écrans plasma et aux tournois de cartes.

Au total, les conflits autour des activités révèlent la présence d'attentes différentes à l'égard de l'association. Selon l'âge et l'histoire migratoire de ses membres, elles n'ont pas la même fonction: d'aucuns la considèrent comme un lieu de vie tandis que d'autres la voient comme un lieu parmi d'autres.

2.1.3 De l'association comme lieu à l'association comme genre

Les associations sont d'autant plus importantes aux yeux des ressortissants de la première génération que leur intégration en a dépendu. En effet, une part importante de leur réseau social s'y trouve. Pour eux, elle est

un *lieu de vie* au sens propre du terme, car ils y venaient non seulement pour reprendre leur souffle au terme d'une semaine éprouvante, retrouver pour quelques instants des goûts et des odeurs familiers, mais aussi pour régler leurs affaires quotidiennes. Qu'ils aient besoin d'une lettre, de se faire accompagner chez le médecin ou de retrouver un nouvel emploi, leur premier réflexe était de se rendre à l'association et de s'adresser aux associés qui disposaient de bonnes compétences culturelles ou d'un réseau social étendu. Solidarité oblige, ils étaient toujours prêts à aider un compatriote. Pour les primo-migrants, l'association ressemble ainsi à un village: la communauté y est fortement soudée et la spécialisation y est faible puisque chaque associé participe à la plupart des activités.

Pour les secondos, les associations n'ont pas la même fonction. En effet, bien que certains les aient activement fréquentées lorsqu'ils étaient enfants et qu'ils y aient développé de nombreux liens d'amitié, leur intégration et socialisation se sont effectuées par l'intermédiaire de l'école et des rencontres qu'ils y ont faites. Contrairement à leurs parents, ils n'ont pas eu besoin de mobiliser l'association pour accéder aux institutions publiques et privées: ils disposaient des compétences linguistiques, scolaires et sociales suffisantes. Cela ne veut pas dire qu'ils ne se rendent pas dans les associations: certains y restent attachés et, une fois passé le cap de l'adolescence, y retournent volontiers ¹⁴. Néanmoins, ils y vont très ponctuellement. Par conséquent, pour eux, ces cercles sont organisés sur le mode urbain: en ville, chacun exerce une activité différente et la cohésion sociale tient précisément à cette spécialisation des tâches (solidarité organique). Les ressortissants de la deuxième génération ne vont dans les associations que pour pratiquer les activités qui leur tiennent à cœur et repartent ensuite. Bien qu'ils y soient attachés, l'association représente ainsi pour les secondos un lieu parmi d'autres qu'ils fréquentent au même titre que d'autres clubs. D'ailleurs, aux yeux de certains usagers, elles se ressemblent toutes: elles ont le même décor, proposent les mêmes activités et servent les mêmes plats.

Contrairement à leurs parents qui sont attachés à un endroit particulier, pour les plus jeunes, les lieux se mélangent pour laisser la place à *un genre*, celui de l'«association». Par conséquent, ils passent d'un cercle à l'autre, au gré de leurs envies et pratiquent ce que Edio Soares nomme le «butinage». ¹⁵ Les néo-migrants font de même. Ils se sentent d'ailleurs d'autant plus libres de circuler entre ces organismes, qu'ils ne font pas partie de leur histoire: ils n'y ont pas passé leurs week-ends, ni vu leurs parents s'y engager. De surcroît, bien qu'ils viennent d'arriver et qu'ils se retrouvent théoriquement dans la même situation que les primo-

migrants il y a trente ans, ils n'ont pas les mêmes besoins qu'eux, car ils peuvent s'appuyer sur des parents ou des connaissances établies en Suisse depuis plus longtemps, des collègues de travail qui parlent portugais ou sur les services offerts par les bureaux locaux de l'intégration.

Par conséquent, les néo-migrants fréquentent les associations, mais en deviennent rarement membres, tout simplement parce qu'ils n'y voient pas d'intérêt: à l'exception de quelques rares invitations réservées aux membres, ce statut ne leur apporte rien de plus qu'ils n'ont déjà. Les plus âgés, qui déplorent leur manque d'engagement, les considèrent comme des consommateurs.

Ces observations sur les activités concernent essentiellement les Portugais, car les discours et les aspirations des associés tamouls et albanais paraissent beaucoup plus homogènes. Quel que soit leur âge, tous préconisent la voie de l'intégration et s'accordent à dire que celle-ci passe essentiellement par la réussite scolaire des plus jeunes. Les projets développés visent ainsi l'éducation des enfants – cours de langue, appui, etc. – et la promotion de la culture du pays d'origine. Dans ces deux communautés, les tensions portent moins sur les activités (contenu) que sur leur mise en œuvre et sur le choix des personnes qui dirigent les opérations (gouvernance). Sur ce point, les ressortissants de la première génération s'opposent parfois aux secondos.

2.1.4 Une gouvernance contestée

Dans la *communauté portugaise*, ce conflit concernant le fonctionnement de l'association est particulièrement vif et les aînés et les cadets critiquent mutuellement leurs façons de procéder. Aux yeux des plus jeunes, il n'est pas facile d'assumer un rôle de leadership, car les fondateurs ne leur en donnent pas vraiment les moyens. En effet, bien que les aînés manifestent ouvertement leur envie de se décharger d'une partie de leurs responsabilités, dans les faits, ils peinent à céder leur place et à accepter que les jeunes réforment l'association. Une responsable d'un groupe folklorique explique que dans son association, un véritable vent de changement n'a soufflé qu'après que certains anciens eurent été remplacés.

Pour les aînés, le problème se situe du côté des plus jeunes qu'ils n'estiment pas prêts à s'engager durablement: après quelques années déjà, les nouveaux responsables quittent leur fonction. Ce qui fait dire à certains responsables plus âgés que ni la deuxième génération, ni les nouveaux arrivants n'ont de véritable sens de l'engagement.

Ces démissions fréquentes contraignent les anciens responsables à reprendre leur travail de lobbying et à chercher d'autres personnes prêtes à s'engager. Compte tenu de ce rapide tournus, les nouveaux responsables n'ont pas le temps d'acquérir de véritables compétences en matière de gestion de l'association. Ce problème récurrent a conduit certains anciens dirigeants à organiser des formations afin de transmettre des notions de base à leurs cadets.

Le genre est une autre source de conflits dans la communauté portugaise. Durant plusieurs décennies, ces associations étaient dirigées par des hommes: ils étaient majoritaires dans les comités et prenaient les décisions lors des assemblées générales¹⁶. Les femmes se contentaient donc de fréquenter ces cercles et ne participaient pas à leur gestion. Depuis quelques années, la situation change et les comités se féminisent. Le discours officiel – c'est-à-dire celui tenu par les hommes – laisse entendre que cette transformation s'effectue paisiblement.

Les femmes ne partagent pas cette interprétation, car elles estiment qu'il a été difficile pour elles de se faire accepter par les hommes. En effet, ceux-ci n'appréciaient pas de les voir prendre la tête de l'association et de s'opposer à eux dans certaines circonstances. Une des rares femmes qui s'est risquée à briguer la fonction de présidente a d'ailleurs été contrainte après une année de démissionner sous la pression d'une majorité d'associés.

Dans la communauté portugaise, les conflits qui opposent la première et la deuxième génération se situent ainsi au niveau intra-associatif, puisque les jeunes qui créent de nouvelles structures sont rares. En revanche, dans la *communauté albanaise*, ils sont davantage inter-associatifs. Les organismes conçus par les membres de la première génération entrent en concurrence avec ceux créés par les plus jeunes parce que leurs stratégies divergent. Le fonctionnement des associations plus anciennes est assez traditionnel: elles s'organisent autour d'une activité spécifique comme la danse, les cours de langue, le football ou encore des rituels religieux (mosquée) et la question du financement n'intervient que dans un deuxième temps. Elles connaissent actuellement un léger déclin et certaines d'entre elles ferment, faute d'arriver à attirer suffisamment de membres.

Cette vague de fermetures n'est pourtant pas représentative de l'ensemble du champ associatif albanais. En effet, autant les membres de la première génération se sentent las, autant les jeunes (universitaires) de la communauté débordent d'énergie. Leurs organismes sont plutôt des plates-formes que des associations, car ils ne sont pas organisés autour d'activités particulières, mais de buts généraux comme la découverte de la culture

albanaise, la promotion de l'intégration de la jeunesse, etc. Par conséquent, les jeunes ne déterminent pas leurs projets à l'avance, mais les développent au gré de leurs envies, de leurs idées, de leurs possibilités financières et des contacts dont ils disposent. Ce dernier élément est particulièrement important, car le networking est une activité essentielle dans ces associations: leurs membres n'ont pas la vocation de se produire eux-mêmes lors des événements qu'ils organisent – fêtes, expositions – mais de créer des synergies entre des organismes existants qui disposent de ressources musicales, sportives, historiques.

Cette organisation de type «plate-forme», très souple, est bien adaptée au système-projet des nouvelles politiques d'intégration: pour obtenir des fonds, les associations doivent déposer des projets et répondre à des appels d'offre lancés par les institutions publiques et les fondations privées. Les jeunes ont parfaitement intégré ces nouveaux codes.

En soi, cette différence de forme – structure-contenu versus structure-relation – n'est pas source de tension. En revanche, les conflits apparaissent lorsque la question du leadership se pose. En effet, le rôle d'interface joué par les jeunes n'est pas anodin. Ils deviennent des acteurs incontournables du champ puisqu'ils font le lien entre les associations et prennent la tête des opérations. Le fait que ce sont les jeunes qui ont coordonné la grande fête du 17 février 2008 à Lausanne en l'honneur du nouvel État du Kosovo, illustre bien leur nouvelle position de leader. Ce faisant, ils signifiaient à leurs aînés qu'ils devaient compter désormais avec eux et que le franchissement de cette nouvelle étape politique s'accompagnait d'un changement de direction au niveau associatif.

Dans la *communauté tamoule*, les tensions sont moins apparentes. Cela ne signifie pas que les conflits sont absents mais que, compte tenu de la structure des associations, ils ne peuvent pas se développer. En effet, ces organismes sont très hiérarchisés: en leur sein, la distinction est clairement marquée entre les hommes et les femmes, entre les aînés et les cadets et entre les responsables et les simples membres. A cela s'ajoute une dimension «centre-périphérie» puisque les associations politiques basées dans des villes secondaires ne prennent que rarement des décisions sans se référer aux organisations-mères à Genève ou à Zurich.

– *On organise parfois des fêtes à Lausanne, mais on ne peut pas en faire trop, parce qu'on doit demander la permission à Zurich, au président. Je ne peux pas tout décider, je dois leur demander (cadre; association tamoule).*

Ces petits tracas, ces petites insatisfactions dénotent la présence d'intérêts différents. Car si l'association fonctionne grâce aux dons de ses membres de temps et d'argent, elle produit aussi de nombreux «capitaux» au sens bourdieusien du terme. Ceux-ci font l'objet de transaction entre les sociétaires parce qu'ils représentent autant de ressources dont ils peuvent se servir pour améliorer leur insertion – et celles de leurs pairs – dans la société d'accueil.

2.1.5 L'association comme productrice de capitaux

Traditionnellement, la notion de capital fait référence au monde de l'économie. Pierre Bourdieu a utilisé cette notion pour construire un outil d'analyse visant à définir le statut ou la position de l'individu dans la société. Il distingue quatre types de capitaux: le *capital économique* mesure la richesse économique de l'individu, c'est-à-dire son revenu et son patrimoine. Le *capital culturel* indique l'état de ses ressources culturelles qui peuvent être incorporées (savoir et savoir-faire, compétences, forme d'élocution, etc.), objectivées (possession d'objets culturels) et institutionnalisées (titres et diplômes scolaires). Le *capital social* fait référence à l'étendue et à la densité du réseau relationnel de l'individu. Enfin, le *capital symbolique* désigne toute forme de capital qui fait la renommée d'une personne au sein de la société. Ces capitaux permettent à l'individu de circuler à l'intérieur des champs et, grâce à leur accumulation, d'y améliorer sa position.¹⁷

L'associationnisme migrant est un champ d'activité régi principalement par trois normes fonctionnelles: le communalisme, le désintéressement et l'humilité. On y œuvre pour une collectivité – et les résultats du travail associatif sont le plus souvent mis à disposition de tous (les autres membres, les autres associations, la société élargie). Cette activité est toujours bénévole – on donne de son temps, de sa vie et on se met à disposition d'une cause. Enfin, il s'agit d'un travail de perpétuelles reprises, souvent ingrat tant le rythme de progression est celui d'une politique des petits pas.

Mais l'associationnisme migrant, comme tout champ social, est aussi un espace où un capital militant peut être converti en d'autres types de capitaux, ce en quoi il est habilitant, «capabilisant». Il importe néanmoins de voir dès à présent que la diversification de ce capital militant en capital social et en capital symbolique est bien plus une dépense qu'un gain. L'associationnisme est chronophage. Il s'agit d'une activité qui ne s'arrête que rarement à la porte du privé; il est difficile de la cloisonner. Bien vite, elle investit toutes les dimensions de la vie des cadres associatifs. Elle se transforme en un sacerdoce. La structure possède alors les hommes qui la portent.

La circulation de ces capitaux au sein de l'association est néanmoins une clef de lecture parmi d'autres, susceptible de participer à l'éclairage des changements qui y ont cours à mesure que ses cadres, membres et usagers s'inscrivent dans la société d'accueil.

Quels sont donc les capitaux qui s'échangent dans le champ associatif? A quels types d'avantages sociaux donnent-ils droit? Qui en bénéficie? En quoi ces capitaux et leur échange stimulent-ils la dynamique associative? Le premier constat qui s'impose est que les migrants disposent de capitaux variés selon leur statut social et leur histoire migratoire. Les secondos qui ont fait des études – comme d'ailleurs les migrants diplômés de la première génération – possèdent un bon capital culturel. Celui-ci leur est utile à plusieurs niveaux dans le champ associatif. Tout d'abord, aux yeux de leurs compatriotes, ils bénéficient d'un certain prestige puisque, grâce à leurs titres, leur parole a du «poids», elle est reconnue comme légitime. D'ailleurs, ces migrants sont souvent chargés de représenter la communauté auprès des autorités de la société d'origine et d'accueil.

Chez les Albanais, les associations d'étudiants des universités sont particulièrement sollicitées: elles participent souvent aux débats radiophoniques ou télévisés qui concernent la communauté. Leurs compatriotes savent que dans le champ médiatique le capital culturel représente un des principaux termes de l'échange et que ces jeunes universitaires disposent des compétences et des connaissances nécessaires pour y évoluer. Les secondos sont d'autant plus reconnus que l'idée selon laquelle l'intégration passe par la réussite scolaire est largement répandue dans cette communauté. Ces universitaires constituent donc un idéal à suivre et ils se présentent d'ailleurs comme tels, parce qu'ils ont le souci de montrer à leurs cadets qu'un parcours universitaire est à la portée de tous.

– [...] *Au niveau de la communauté, c'est [le statut universitaire] quelque chose qu'on met en avant, pour dire «Pourquoi pas vous, pourquoi pas vos enfants?». Il y a des gens qui disent «Ah, les étudiants albanais, cela existe?», il y a des réactions comme cela. «Bien sûr, pourquoi cela ne devrait pas exister?» (cadre; association albanaise).*

Leur rôle de «passeur culturel» leur confère aussi du prestige à l'extérieur de la communauté. Ils sont désormais les interlocuteurs privilégiés des politiciens et des fonctionnaires en charge de l'intégration qui les mandent pour organiser des manifestations interculturelles en tout genre (journaux, fêtes, expositions, etc.) et pour collaborer à divers projets consacrés à l'intégration. Ils bénéficient de ce fait d'un réseau étendu au sein des institutions et dans les autres communautés de migrants avec lesquels ils collaborent.

Les tenanciers de bars et les entrepreneurs sont, pour leur part, dépositaires du capital économique. L'association représente pour eux un marché, direct ou indirect. Direct pour les tenanciers de bar qui profitent immédiatement de sa fréquentation: chaque verre consommé, chaque plat servi correspondent à autant d'encaisses. Pour les entrepreneurs, l'avantage est indirect puisque les associés sont des clients potentiels; ils profitent d'ailleurs des murs de l'établissement pour faire de la publicité et tenter de vendre leurs produits. En retour, ils sont abondamment sollicités par les responsables qui leur demandent soit de trouver du travail à un compatriote, soit de soutenir financièrement une de leurs manifestations. Grâce à leur revenu et à leurs relations dans le champ économique, les entrepreneurs sont ainsi considérés comme des mécènes à l'association.

Mais dans cette distribution des capitaux, qu'en est-il des migrants de la première génération? Bien qu'ils n'aient souvent pas étudié, ils possèdent un réseau social, politique et économique bien fourni (capital social). Il faut dire que ces primo-migrants, militants de la première heure, ont été de toutes les luttes, aussi bien de celles qui visaient les dictateurs en place dans leur pays d'origine, que celles qui ont permis aux migrants d'obtenir des droits sociaux et politiques.

Ce capital social leur donne droit à deux types d'avantages. Tout d'abord, il est indiscutable que ces migrants bénéficient d'une grande respectabilité au sein de leur association. Ils en sont souvent les fondateurs et en assument la direction – officielle ou officieuse – depuis des années. De surcroît, du fait de leur bonne connaissance des institutions, ils ont facilité l'intégration sociale et professionnelle de leurs compatriotes. Ils ont joué un rôle d'assistant social informel à leur égard, en plus de leur fonction de militant politico-syndical pour la défense des droits des migrants. Les membres de leur communauté leur sont donc redevables à plusieurs titres; l'admiration qui leur est vouée fait ici office de contre-don. Nous avons d'ailleurs constaté que nos interlocuteurs téléphonaient souvent à l'une ou l'autre de ces «figures tutélaires» pour leur parler de l'entretien et leur demander des conseils avant de nous rencontrer.

Ces primo-migrants servent aussi de relais aux politiciens, aux consuls et aux ambassadeurs qui passent par eux pour transmettre des informations aux membres de la communauté. En effet, contrairement aux secondos et aux entrepreneurs qui jouissent d'une reconnaissance sociale dans le cadre de leur travail, ces primo-migrants ont occupé des emplois souvent peu valorisés. Ils ont donc dû chercher ailleurs de la reconnaissance qu'ils ont précisément trouvée dans l'associationnisme, grâce à leur

position dominante et à leur carnet d'adresses bien rempli. Par conséquent, ils représentent en quelque sorte des «courtiers associatifs».

Traditionnellement, un courtier est un individu qui sert de relais entre les acheteurs et les vendeurs. Connus et reconnus par les deux partis, ils sont un partenaire indispensable de l'échange: les informations et l'argent passent par lui. Giorgio Blundo est le premier à avoir utilisé ce terme dans le champ du développement¹⁸ pour évoquer les acteurs qui font le lien entre les bailleurs de fonds et la population à laquelle le projet est destiné. Ce personnage relaie les informations dans un sens et dans un autre (les attentes et les craintes des populations versus les souhaits des développeurs, leurs conditions, etc.), ce qui implique qu'il sache parfaitement jongler avec les codes en vigueur dans ces deux mondes.

Ce terme nous semble également convenir au champ associatif. Ces primo-migrants correspondent tout à fait à cette figure du courtier car, eux aussi, bénéficient d'une bonne insertion dans leur communauté d'origine et dans la société d'accueil dont ils maîtrisent parfaitement les codes. À l'image du «Janus bifrons», ils regardent de deux côtés à la fois et gèrent les flux d'informations entre ces mondes. Néanmoins, depuis quelques années, ces personnages ont vu leur capital diminuer dans les associations parce que leur fonction d'assistant social est reprise par d'autres: par les familles des nouveaux arrivants d'une part, mais aussi par les employés des bureaux de l'intégration et par les Églises. Bien que la plupart s'en réjouissent officiellement – ils disent se sentir déchargés – ils le déplorent officieusement parce qu'ils perdent ainsi une partie de ce qui faisait leur statut.

Si la reconnaissance obtenue par les intellectuels, les entrepreneurs et les courtiers à l'intérieur et à l'extérieur des associations est de nature différente (leur autorité respective reposant sur d'autres capitaux – savoir, argent, relations sociales/engagement politique), ils sont cependant implicitement en concurrence les uns avec les autres: en effet, les avantages sociaux que procurent ces trois capitaux sont similaires et concernent la direction de l'association.

Les entrepreneurs et les courtiers sont en compétition pour sa gestion interne. Tous deux participent à la conduite de ces organismes et sont reconnus comme des chefs par les sociétaires. Cependant, nous avons montré que les acteurs économiques tendent à prendre l'avantage. Les intellectuels et les courtiers s'affrontent, quant à eux, sur la gestion externe, c'est-à-dire au niveau des relations qu'ils entretiennent avec les autorités. Les intellectuels – en particulier ceux de la deuxième génération – sont devenus les interlocuteurs privilégiés des politiques

qui font fréquemment appel à eux. La culture – le bien sur lequel leur capital repose – est devenue un thème porteur dans le domaine de l'intégration des migrants. Si les primo-migrants continuent d'être sollicités, ils le sont de façon moins officielle. Certains d'entre eux ont cependant rejoint des organismes faitiers, comme le Forum des migrantes et des migrants (FIMM) ou encore les chambres consultatives des étrangers, ce qui leur a permis de conserver une position visible.

2.1.6 État-association: des relations qui se multiplient

Ces considérations relatives aux échanges de capitaux dans le champ associatif nous amènent à évoquer les relations qui existent entre les migrants et les organismes étatiques. Si celles-ci ont toujours existé, elles se sont cependant multipliées et institutionnalisées ces dernières années. Initialement, ces liens étaient maintenus par les ressortissants de la première génération puisque c'étaient eux qui aiguillaient les nouveaux migrants vers les institutions concernées et, si nécessaire, les y accompagnaient pour leur servir d'interprète. Bien que ces liens fussent multiples, ils étaient informels. Aujourd'hui, ils sont plus institutionnalisés, car un nouvel intermédiaire a vu le jour sous les traits de l'animateur socioculturel. Cet acteur est chargé de collaborer à la mise sur pied des différentes manifestations interculturelles et de mobiliser les ressortissants de sa communauté. Cette tâche n'est pas toujours aisée: si les secondos sont généralement acquis à l'idée d'interculturalité et prêts à apporter leur aide, les plus âgés sont parfois réticents et préfèrent se consacrer à des manifestations au sein de la communauté.

L'agenda de ces animateurs est de plus en plus chargé, car les événements interculturels sont fort nombreux. Fêtes des cinq continents (Ethnopoly), fêtes de quartier, etc.: on ne compte désormais plus les prestations auxquelles les associations sont conviées. Bien que les sociétaires se réjouissent de cette multiplication des liens entre les institutions et les associations – en ce qu'ils permettent d'accroître la visibilité des migrants sur la scène publique – des voix s'élèvent pour dénoncer la façon dont ces relations s'organisent. En l'occurrence, certains migrants, peu convaincus que l'idéal participatif soit effectif, déplorent l'inégalité du partage des ressources financières et politiques entre les champs étatique et associatif.

2.1.7 Des ressources financières et politiques inégalement partagées

Un problème récurrent évoqué par les responsables est celui du financement des associations. En effet, les cotisations payées par les membres ne suffisent pas, si

bien que les responsables sont contraints de faire appel à des bailleurs extérieurs. Les entrepreneurs de la communauté sont souvent sollicités, d'autant plus que les fondations et les institutions refusent généralement de soutenir leur projet. Pour pallier ces refus, les responsables demandent à nouveau de l'argent aux entrepreneurs et, si nécessaire, mettent eux-mêmes la main à la poche. Même les nouvelles associations qui organisent leur projet en fonction des lignes directrices éditées par les organismes subventionnants rencontrent des difficultés financières, ce qui leur donne parfois le sentiment d'être toujours en dehors de la cible fixée par les institutions, malgré les efforts déployés.

D'autres ont l'impression que les fonds sont mal répartis entre les associations et que certaines communautés sont privilégiées par rapport à d'autres. De fait, beaucoup de responsables – particulièrement ceux de la première génération, actifs depuis de nombreuses années – sont las d'être aussi peu soutenus. Ils estiment contradictoire le discours des autorités: en effet, alors que les politiciens les poussent à s'investir dans l'intégration, elles ne les soutiennent pas dans leurs projets. De surcroît, s'ils sont souvent sollicités par les autorités – suisses et de leur pays d'origine – comme assistant social, animateur socioculturel et relais pour faire passer des informations à leurs compatriotes, ils ne reçoivent rien – ou très peu – de leur part, ce qui leur fait dire que l'échange auquel ils participent est inégal.

Une autre critique formulée à l'égard des autorités concerne les modalités de gestion de la gouvernance. Si les responsables associatifs sont de plus en plus souvent consultés par les politiciens (la participation étant un des principes des nouvelles lois d'intégration), ils sont, dans les faits, peu impliqués dans le processus de décision et d'opérationnalisation des projets.

2.1.8 Conclusion intermédiaire

Petits tracas, frustrations quotidiennes, conflits constituent donc des modes d'appréhension du fonctionnement des associations. Ils nous permettent de comprendre ce qu'on y gage et ce qu'on y gagne, la manière dont on y acquiert des compétences, une respectabilité et une notabilité. Mais ces petits tracas, ces frustrations infinitésimales ou ces conflits minuscules nous renseignent aussi sur les transformations identitaires dans la migration, la mutation des cadres d'organisation de l'expérience. La renégociation des rapports sociaux de sexe dans la société d'accueil se manifeste ainsi dans des volontés masculines rétives à appliquer des décisions de femmes. Les enseignants restent valorisés, mais leurs capitaux culturels ne les immunisent pas contre une remise en question de leur position, dans

une rivalité désormais encouragée par des rapports plus équitables. Certains conflits entre parents, enseignants et fonctionnaires naissent de ce que finalement, les uns comme les autres sont – ici et à présent – des travailleurs immigrés. De même, les enfants de migrants prennent de la distance avec la culture d'origine et souhaitent lui donner une interprétation. Ainsi, tracas, frustrations et conflits parlent des formidables transformations qui affectent les individus dans la migration et qui se répercutent sur la structure associative et sur l'associationnisme migrant.

Il s'agit à présent de cibler plus précisément les mutations identitaires qui ont cours dans le quotidien des associations de migrants. Pour ce faire, nous userons d'une entrée spécifique, celle du transnationalisme. Le transnationalisme permet en effet d'envisager la potentielle recombinaison de l'«ici» et de l'«ailleurs» au sein de structures produites pour faire converger des espaces topographiques et institutionnels distants. En ce sens, il constitue un mode d'entrée dans les logiques de syncrétisme qui ont potentiellement cours dans l'associationnisme migrant.

3 L'identité: une approche par le transnationalisme

3.1 Des identités en transformation

Depuis le début des années 1990, le transnationalisme constitue un des savoirs émergents des migrations studies. Il y est souvent théorisé comme l'irruption d'un nouveau cadre de référence dans la migration, concurrentiellement à l'inscription du migrant dans des réseaux par lesquels circulent pouvoir, information, argent, culture... Cette inscription dans des réseaux conduirait à un découplage des identités nationales et des territoires nationaux. Ainsi, le transnationalisme offre un point d'observation des processus de syncrétisme qui ont lieu dans les associations de migrants.

Nous nous concentrerons ci-après sur ce que Rosita Fibbi et Gianni D'Amato¹⁹ appellent, avec A. Portes²⁰, le «transnationalisme de base», en ciblant prioritairement les «pratiques transnationales [...] déployées par les migrants». Ce transnationalisme de base s'intéresse d'abord aux initiatives des «acteurs non institutionnels» au rang desquels nous inscrivons les associations de migrants. Ce postulat permet en effet de mieux mesurer l'emprise des activités transnationales dans la structuration des vies et des identités migrantes, notamment en ce qu'il évite d'y inclure les politiques internationales de mobilisation des diasporas que développent les États et les activités multinationales des Églises et autres congrégations.²¹

Par ailleurs, plus qu'au nombre des liens créés par les migrants au sein d'une diaspora, nous nous intéresserons à la nature de ces liens, et à la manière dont ils sont dits par nos interlocuteurs. Cet intérêt pour la nature et les modalités d'énonciation des rapports transnationaux nous semblent en effet offrir l'occasion d'une meilleure appréhension de leur importance pour les cadres, les membres et les usagers des associations qu'un simple décompte; notamment en ce qu'on y a l'occasion d'appréhender, ce que ces liens représentent, ce qu'ils signifient pour les migrants – en investissant un régime de parole qui relève du cognitif.

3.1.1 Le transnationalisme: une pratique personnelle plus qu'associative

Considéré du point de vue que nous venons d'évoquer, le poids des activités transnationales dans

les pratiques associatives de nos trois communautés donne lieu à un tableau contrasté. Si ces activités existent, force est de reconnaître que l'emprise des liens transnationaux est plutôt faible. Pour les communautés portugaise ou albanaise, les rapports au pays ou aux associations de migrants non helvétiques laissent transparaître l'idée d'un domaine peu investi. Il semble même qu'une certaine gêne se manifeste quand on l'évoque. Les réponses de nos interlocuteurs inclinent en effet à penser que le développement de tels liens au sein d'une communauté migrante déterritorialisée est une tâche difficile qui, bien que constituant une forme imposée de l'exercice associatif, ne tient jamais toutes ses promesses.

– Avec les autres pays, il y a des contacts? Avec d'autres associations albanaises en France ou en Allemagne?

– Pas tellement, parce qu'on est assez ici. On est 220 000. En France, on a essayé à Lyon, il y a une association albanaise. On est en contact par les journaux, les e-mails... Avec les associations culturelles, ils sont plus en contact car ils vont à des manifestations ailleurs. On essaie de voir que chaque association organise quelque chose un peu partout, mais pas toutes en même temps. On a des contacts, par e-mail, par les journaux, mais directs, pas encore. Avec le club de foot oui, car on allait dans des tournois, à l'époque quand on avait plus de moyens, on envoyait les joueurs ailleurs, mais c'est fini la belle vie (cadre; association albanaise).

Les informateurs hésitent. Parfois, ils balbutient quelques projets, quelques essais, le plus souvent du point de vue des activités sportives ou folkloriques. Certains précisent même qu'il s'agit d'une pratique qui concerne surtout ces domaines, dans la mesure où il existe des tournois, des festivals – et que les associations restent en contact par cet intermédiaire.

Ainsi, s'il arrive parfois que des échanges aient lieu à l'occasion d'activités culturelles autres que folkloriques (certains envisagent, par exemple, de mettre en place un système de stages qui permettrait aux jeunes établis en Suisse de passer, durant leurs vacances, une semaine dans une classe au Kosovo, «pour voir comment ils se sentent»), c'est bien plutôt à une figure du «repli» que l'on semble

assister. Un «repli» qui s'articule à l'idée que désormais l'on vit ici.

– Moi je pense qu'il y a encore beaucoup de choses à faire. Que ce soit ici ou là-bas. Mais là-bas, moins. Là-bas, ce sera surtout dans le futur. Mais surtout se concentrer en Suisse. C'est très important, ça (cadre; association albanaise).

De fait, cette réorientation prend une acuité particulière chez les nouveaux cadres associatifs de la communauté albanaise, alors qu'ils périodisent l'histoire de leurs associations selon un régime ternaire (avant, pendant et après la guerre). A chacun de ces trois temps correspond donc un régime particulier de relation au pays d'origine, à ses organisations, associations et institutions. Ainsi, l'évocation de l'État kosovar est toujours l'occasion de manifester une fierté tranquille, une loyauté certaine, sans oublier une reconnaissance sincère à l'égard des autorités helvétiques. Mais, les discours de nos interlocuteurs expriment surtout un désir, celui d'inscrire désormais leur existence en Suisse. Ce désir se matérialise – une fois encore – dans une volonté d'implication.

Par ailleurs, nos interlocuteurs nous rappellent que l'État kosovar est en phase de construction, de sorte qu'il est pour le moins difficile de développer des collaborations qui présupposent des structures établies. De même, s'il existe des échanges sporadiques entre certaines associations sises en Suisse et d'autres établies en Albanie ou au Kosovo, on nous explique que ce sont toujours deux ordres incommensurables qui sont mis en rapport – ce qui limite la portée de la coopération. Par exemple, l'articulation des mondes étudiants est rendue difficile en raison de l'inégalité des moyens à disposition des associations du pays d'origine et de celles de la migration, de l'incompatibilité des niveaux de formation ou de l'inégalité des effectifs étudiants dans chacun des deux pays (un interlocuteur nous rappelle le «décalage énorme» entre l'Université de Pristina et ces 27000 étudiants et les quelque 1000 étudiants albanais en Suisse). De même, le fait que la venue en Suisse nécessite un visa freine les échanges entre les groupes folkloriques, les fédérations sportives, les associations de femmes... et insinue ainsi une dissymétrie de relation.

Ainsi, les rapports au sein des communautés, dans la diaspora, semblent très influencés par des pesanteurs qui relèvent de leur inscription dans des territoires déterminés, bien loin en somme des idéaux-types de certaines théories du transnationalisme.

Par ailleurs, les échanges transnationaux les plus intenses semblent s'inscrire dans une sphère qui n'est pas celle de l'associationnisme, mais celle du privé. On communique intensément – c'est-à-dire de manière quasi quotidienne – avec les membres de sa famille, notam-

ment par courriel ou téléphonie IP. On envoie de l'argent au pays, quoique dans un volume qui tend à diminuer selon certains interlocuteurs. Ce d'autant que les migrants albanais s'intéressent désormais bien davantage aux problèmes quotidiens en Suisse.

Le transnationalisme de base est donc porté principalement par des individus qui restent en contact avec leur pays, des proches et connaissances, ailleurs dans le monde (ce qui est une définition très minimale du transnationalisme). Les associations, entraînées dans le jeu de la loyauté par la nouvelle politique suisse d'intégration (au sens de Cattacin et La Barba, 2007), mais aussi en quête de légitimité, paraissent plus soucieuses de travailler à un bien vivre en Suisse.

Cette même tendance est identifiable dans la communauté portugaise. La dimension transnationale y est peu revendiquée. Certains de nos interlocuteurs évoquent sommairement des contacts établis à l'occasion de quelques manifestations folkloriques, lesquelles donnent lieu à une circulation de groupes et d'ensembles, mais le développement de liens avec les associations de migrants portugais établies ailleurs en Europe ou dans le monde n'est pas un but de l'associationnisme, pas plus qu'il ne figure dans une quelconque stratégie associative.

Dans cette même communauté, le transnationalisme est encore défini comme une pratique du pays – de ses institutions et de ses organes – plus qu'une aspiration associative. A titre d'exemple, nos interlocuteurs mentionnent diverses émissions sur la RTP, des équipes de journalistes mobiles, des dispositifs techniques qui permettent de «visualiser» une communauté réticulaire qui s'est propagée dans le monde (un bandeau diffuse des messages sms à destination de personnes qui résident en Suisse, en Angleterre, en Suède, au Portugal, etc.). En ce sens, le transnationalisme ne serait, une fois encore, pas une pratique des associations, mais le résultat d'une politique internationaliste des États d'origine. Cette volonté de produire du «transnationalisme» par le haut se manifesterait notamment dans ce que les Portugais de l'étranger sont désormais représentés au Parlement.

Enfin, du point de vue de la communauté tamoule, les rapports d'ordre transnationaux paraissent plus importants, singulièrement du point de vue politique. Cet ancrage historique des associations dans un réseau organisationnel politique orienté sur le pays d'origine tend par ailleurs à se diversifier, puisque l'on voit apparaître aujourd'hui des associations localistes ou corporatistes. Simultanément, on observe une propension croissante de ces associations à s'impliquer au niveau de leur ville ou commune de résidence. Il reste néanmoins que les organismes contactés ne s'inscrivent pas dans un vaste réseau

d'associations, ce qui amenuise d'autant l'importance de l'associationnisme migrant dans la production du transnationalisme. Celui-ci reste à maints égards un mode de mobilisation politique. Il ne nous semble, dès lors, pas judicieux de parler de transnationalisme. Le modèle ici esquissé paraît au contraire archétypique d'une certaine modernité, celle des luttes pour l'indépendance inscrites dans un espace référentiel fort proche de l'idée d'une nation.

3.1.2 Le transnationalisme: une identité qui traverse les identités

Dans le cadre de notre étude, le transnationalisme se définit comme une traduction des identités dans la migration. Ce processus nécessite deux éléments: 1) une fiction partagée et initialement imposée, celle de l'identité nationale des migrants et 2) un lieu où cette fiction peut se cristalliser, s'actualiser dans une chimère²², c'est-à-dire une forme composite qui mixte plusieurs corps. Le transnationalisme constitue alors la forme paradoxale d'une identité qui traverse les identités sous prétexte d'une identification nationale.

Il importe de voir que dans ces processus de traduction, les sociétés d'accueil jouent un rôle considérable. Proposant la nationalité comme cadre pertinent d'inscription de l'expérience du migrant (être Portugais en Suisse, être Tamoul en Suisse, être Albanais, Kosovar en Suisse), le pays hôte impose la nécessité de créer cette identité à partir de différences. En ce sens, la nationalité a suscité la production d'identités diasporiques principalement syncrétiques, qui conduisent à ce qu'être Portugais, Tamoul, Albanais ou Kosovar de Suisse constitue une identité spécifique qui n'a rien à voir avec les identités du pays et celles des autres communautés de la diaspora.

Mais la réalisation de cette synthèse n'aurait pu s'effectuer sans l'existence de lieux où se retrouver et mettre en commun des différences et des divergences. Ces lieux sont précisément les associations de migrants, qui, en tant que chambre d'écho des différences ont constitué, et constituent encore, des espaces de syncrétisme. Celui-ci se manifeste de manière différente selon les communautés de notre enquête. Il apparaît plus manifeste dans les associations de migrants portugais, indicielle dans les associations de migrants albanais et implicite dans les associations tamoules.

Pour les premières, ce syncrétisme se cristallise notamment dans le mélange des traditions régionales qui concoure à la production d'une culture très contextuelle qui peut paraître parfois bien étrange aux néo-migrants.

– *Vous évoquiez le culte comme un moyen de véhiculer la culture... La migration, cela change un peu la manière de pratiquer le culte?*

– *Le culte, c'est le même, le cadre c'est le même. Mais on met l'accent culturel, parce qu'il faut dire que les migrants viennent de régions différentes. Dans le Nord du Portugal, c'est très différent du Sud. Au Nord, on fait des activités dans une paroisse qu'au Sud on ne fait pas. Je vous donne un exemple: au Nord, le 25 décembre à Noël, on donne un baiser à la statue du petit enfant Jésus. Comme il est né, on fait un geste, on lui fait un petit bisou. Les chants du Nord sont également différents des chants du Sud. Ici, nous mettons l'accent pastoral sur tout. Par exemple, dans une eucharistie, nous choisissons un chant qui rapproche les gens du Nord, dans une autre eucharistie on va faire un signe, un aspect culturel, qui approche les gens du Sud ou du centre, donc on fait un mélange de la spécificité culturelle de là-bas. On ne change pas la célébration, car l'eucharistie, c'est la même chose, mais on met l'accent sur des traits régionaux (assistant religieux, association portugaise).*

L'intéressant est que la religion – généralement considérée comme un vecteur de l'identité – s'inscrit dans le temps. En l'occurrence, si le père de la mission sollicitée évoque un projet qui est celui d'activer la culture du pays et son goût d'enfance pour que les fidèles fassent corps, la religion mobilise l'identité portugaise et contribue également à sa création. On sort ici d'une identité réactive pour entrer dans un mode qui est celui des pratiques d'affirmation²³, une identité sous-tendue par un «c'est comme ça que je suis, ici!». Dans ce mixte de traditions qui constitue désormais le culte tel qu'il se déroule en Suisse, le pratiquant s'affirme en tant que migrant portugais.

Le culte de la mission portugaise mixe ainsi différentes manières conduisant à ce que la Suisse constitue en quelque sorte une nouvelle région lusitanienne. Mais il ne s'agit pas ici de l'apanage d'une mission religieuse. C'est bien plutôt l'associationnisme qui stimule ce syncrétisme. Ainsi, ailleurs, on se rend à l'association pour manger un cochon de lait qui incarne le pays d'origine alors qu'il n'y est, de loin, pas un plat national. Tandis que dans une autre association encore, on célèbre le «Baile da Pinha», fête locale portée à la dimension de la communauté.

Le paradoxe de ce mélange de traditions et vignettes régionales est qu'il affaiblit le régionalisme. Pourtant, de nombreuses monographies consacrées aux associations de migrants ont insisté sur le renouveau régional des dites associations. Certains de nos informateurs considèrent qu'il s'agit ici d'un trend inéluctable de l'associationnisme migrant. Or, quand on incite les cadres associatifs ou les membres et usagers d'associations à évoquer cette dimension régionale, d'aucuns manifes-

tent un certain scepticisme, sinon un amusement. Telle association a certes une dénomination régionalisante, mais il faut y voir la lubie d'un fondateur et non pas le signe d'une stratégie. Les membres sont d'ailleurs d'origines régionales fort contrastées. L'exemple de la «Casa Benfica» semble en la matière un cas modèle puisqu'il constitue un exemple récurrent chez nos interlocuteurs. Il apparaît qu'on s'y retrouve tout autant autour du F.C. Porto, que du Sporting Lisbonne ou du... Benfica Lisbonne.

Comme nous l'avons évoqué précédemment, ce syncrétisme apparaît de manière beaucoup moins marquée dans les communautés tamoule et albanaise. Cette observation peut bien entendu s'expliquer par la situation du pays d'origine: les conflits en cours (Sri Lanka) ou récents (Kosovo) ont conduit à ce que l'on privilégie **une** identité. Cette explication se décline selon deux modalités.

Selon la première modalité, l'importance des organisations politiques dans la structuration de l'associationnisme migrant tamoul a limité ce syncrétisme en prescrivant une forme stable d'identification – qui, de nature politique, stimule une loyauté. Cette hypothèse est néanmoins difficile à valider et se trouve même contredite par la propension déjà évoquée qu'ont, aujourd'hui, les associations tamoules à prendre une certaine distance avec un associationnisme par trop politique.

Il est d'ailleurs remarquable que ces associations communautaires tendent à une plus grande ouverture aux autres collectivités immigrées. Cette réorientation concrétise l'inscription de la communauté tamoule dans le pays de résidence, son inscription dans un «nous» migrant de nature intégrative. D'ailleurs, à bien écouter les interlocuteurs, il apparaît évident que l'orientation des associations sur les seules préoccupations (de nature politique) de la première génération devient peu à peu obsolète.

Par suite, on observe dans certaines associations un entrelacement des codes identitaires et la production d'une identité syncrétique. Ce syncrétisme opère dans le cadre des activités de loisirs qui y sont proposées. L'irruption de pratiques sportives dans les associations tamoules a par exemple modifié les rapports intergénérationnels. Et les adultes, initialement plutôt réservés, s'essayent dorénavant aux joies du volleyball en compagnie de la deuxième génération et assistent mi-sceptiques, mi-admiratifs, à des spectacles de hip-hop.

– *Mes cousins, ils y vont tous les samedis, ils y font du sport, même les adultes le font, alors qu'avant, c'était seulement les enfants qui pouvaient s'amuser,*

les adultes devaient travailler. Ils font du volley, mais il y a aussi des cours de musique. [...]. Il y a toujours un problème quand il y a une personne qui veut faire individuellement un sport [...]. Par contre, quand il y a un groupe, puisqu'ils le font tous, cela devient normal, ils sont obligés d'accepter. Mais tout seul, cela ne passerait pas. Par exemple, faire du hip-hop tout seul, au début, c'était très mal vu. Ils disaient que ce n'était pas bien, mais maintenant qu'ils ont vu quelques performances en scène, ils se disent «Ah, ils dansent bien!» (usager; association tamoule).

Selon la deuxième modalité relative à l'associationnisme migrant albanais, c'est plutôt la construction politique et discursive d'une identité qui dénie les différences interrégionales. Or, sans différences interrégionales, il n'y a pas de possibilité théorique d'élaboration d'une identité diasporique syncrétique. Ainsi, quand on interroge un informateur sur d'éventuelles différences entre les régions, c'est sur le mode du déni qu'il nous répond – alors qu'une voix dissidente s'élève dans la même pièce pour affirmer le contraire, exemples à l'appui.

Il n'en demeure pas moins que cette dimension est thématifiée dans la communauté et dans le champ associatif. Il y existe d'ailleurs une expression qui laisse entrevoir une position – de nature en somme politique – concernant l'affirmation des différences régionales. On parle d'un patriotisme local.

On nous rappelle aussi que la tendance est actuellement à la réunification, autrement dit à une forme de syncrétisme producteur d'une identité nouvelle. L'exemple nous est ainsi donné de groupes ethnomusicaux polyphones, soit l'intégration de différences autonomes dans un concert de voix.

Ainsi, il se pourrait que cette relative invisibilité d'une identité syncrétique s'explique tout simplement par son immédiateté, son caractère d'évidence trop marqué pour qu'il paraisse digne d'être dit.

En définitive, les associations de migrants collaborent donc à la production d'identités complexes. Mais les modalités de production de ces identités diffèrent selon les communautés considérées. La dimension syncrétique est plus fortement ancrée dans les associations portugaises. On peut y voir la conséquence de deux causes. Premièrement, le régionalisme n'a jamais été marqué au Portugal. Deuxièmement, la mode est à la circulation entre les associations, la mobilité des usagers conduit donc à un brouillage de l'identité régionale qu'est susceptible d'incarner une structure associative donnée.

L'associationnisme albanais se caractérise par des associations qui accomplissent un travail très important de reconfiguration identitaire. Ce travail s'élabore sur l'idée d'une culture unifiée, qui sert de moteur à l'intégration. La mobilisation de modalités d'identification qui activent le référentiel albanais doit en effet servir à exemplifier comment vivre en Suisse. C'est ainsi que s'expliquent les activités de mentorat développées par les associations de parents d'élèves et d'enseignants, les associations d'étudiants ou les associations actives dans le champ de l'intégration.

Dans le cas de la communauté tamoule, les enjeux liés au pays d'origine sont tels qu'ils rendent moins manifeste ce syncrétisme, bien que l'on observe – au sein de certaines associations – des processus de mélange intergénérationnel qui conduisent à ce que des pratiques initialement interdites à certaines catégories d'âge sont désormais légitimes.

Mais ce qui interpelle encore, c'est la forte empreinte d'une identité diasporique locale qui stimule des jeux de distinction réciproque. Ainsi, dans la communauté portugaise, les néo-migrants sont identifiés dans les foules anonymes, par des primo-migrants qui s'en démarquent. En témoignent ces fragments de conversations, cités ici de mémoire: «ils ne savent pas comment ça se passe en Suisse»; «ils pensent qu'ici il pleut de l'or»; «ils ne font pas – comme nous le faisons, nous – l'effort d'apprendre la langue». Symétriquement, les Portugais se moquent des primo-migrants à leur retour au pays: «les immigrés portugais, quand ils retournent au pays, on se moque beaucoup d'eux, à cause de leur dégaine, de leur style... ceux qui sont restés au pays ne ressemblent pas à ceux que vous voyez ici». De même, les Albanais en vacances au pays sont «chicanés» alors qu'ils commandent une bière locale, leur famille leur demandant gentiment de ne pas faire les «Gastarbeiter» et de demander une marque internationale comme tout le monde.

3.1.3 Une «mouvance» productrice d'un «nous» migrant

Ce syncrétisme identitaire, au sens d'un jeu qui combine différents registres d'expérience, se manifeste sans doute de manière la plus évidente dans l'usage que font les individus de la deuxième, voire de la troisième génération du tissu associatif. Superficiellement, leur pratique semble se caractériser par une moindre participation active à la vie des associations. Mais cette caractéristique ne signifie pas que les deuxième et/ou troisième générations les ont désormais désertées.

D'abord, il est remarquable que – quelles que soient les communautés concernées – la présence des jeunes est

importante, singulièrement dans les activités sportives ou folkloriques. Les associations de migrants persistent donc à être des espaces de socialisation première, notamment du point de vue de la reproduction d'un substrat culturel. Ensuite, avec la puberté, un nouveau rapport avec l'association s'installe. Les jeunes ont une façon plus fluide d'y recourir. Celle-ci tend à être inscrite dans une «mouvance associative» élargie; une mouvance aux contours poreux. L'associationnisme migrant est compris dans un sens plus large. Il s'étend à un ensemble de lieux comprenant divers commerces ethniques ou établissements dont les propriétaires et/ou personnels sont de même origine communautaire:

– *Moi j'ai l'impression que ceux qui viennent de débarquer, ils y vont autant que moi, après, ceux qui sont nés ici, j'ai l'impression qu'ils y vont beaucoup moins, même peu. Ils retrouvent par d'autres biais un lien avec le Portugal, mais plutôt dans les bars loundge. C'est sûr qu'on ne va pas amener une fille dans un centre portugais, si on a un rendez-vous galant. La tête de sanglier, cela l'effraie un peu, donc on évite.*

– *Donc au niveau de votre génération, vous n'êtes pas beaucoup dans les associations?*

– *Non. En fait, ceux de ma génération qui sont nés ici, je crois qu'ils se retrouvent dans les associations par d'autres biais. Mais je n'avais pas pris un truc en compte: l'association où moi je vais, il n'y a plus de club de foot, mais là où il y a ces clubs de foot, il y en a beaucoup qui s'y retrouvent. Ces clubs de foot appartiennent à des associations portugaises, donc eux ils se retrouvent 3 fois par semaine à jouer au foot par le biais de cette association et il y a aussi des bouffes... après les matchs, ils vont boire des verres là-bas... donc je pense qu'ils y vont, j'en suis même sûr. [...]*

– *Et puis les filles de la deuxième génération, qu'est-ce qu'elles font?*

– *Les filles, je pense qu'elles sont un peu comme ceux qui se retrouvent dans ces associations par le foot, c'est-à-dire qu'elles ne vont pas, comme moi, boire un café chaque jour, elles se retrouvent plutôt dans des bars tenus par les Portugais, dans les bars, loundge hip [...] Je pense qu'elles vont moins dans les milieux associatifs, plus peut-être le week-end. Je pense que c'est plus par la famille, vu que les familles vont souvent manger le week-end dans les associations, elles, elles viennent à ce moment-là, mais en semaine, c'est plutôt un truc où il y a plus d'hommes et le week-end, tout le monde vient en famille. [...]*

– *Vous disiez que vous alliez parfois dans des épiceries portugaises... vous faites vos courses pour quoi, la nourriture?*

– *Pour la nourriture, les prix parfois y sont plus bas, mais pas toujours, parfois c'est le contraire. Donc pour la nourriture enfin... je n'en sais rien... (usager; association portugaise).*

Dans cet exemple, être Portugais en Suisse passe par une série de lieux qui, fréquentés, inscrivent le jeune de manière différente dans la collectivité. Les bars loundges constituent une forme euphémisée des cercles et permettent à leurs usagers de réduire les conflits cognitifs qui pourraient se manifester à la fréquentation des associations historiques. Les épiceries et autres commerces alimentaires offrent l'occasion d'une pratique du «nous» communautaire, qui n'implique pas de se sentir subsumé à ce «nous» (d'autant qu'on peut mobiliser un prétexte à sa pratique – «J'achète des bières»). Or, dans cette mouvance migrante, les associations gardent un pouvoir de structuration identitaire en ce qu'elles sont souvent les plus typées. Cette forte caractérisation permet le développement de postures esthétisantes au sens où l'espace associatif est posé comme un spectacle qu'on aime revoir, qui est nécessaire mais auquel on ne souhaite pas nécessairement participer («moi je préfère écouter en général que participer. Il y en a qui arrivent et qui parlent à tout le monde d'un coup. Mais c'est un tel spectacle de voir ces quatorze types qui viennent manger là que je regarde juste ce qui se passe» nous explique un usager d'associations portugaises).

Les associations fonctionnent ainsi comme des embrayeurs qu'il est possible de mobiliser dans le cadre de petits voyages imaginaires, très limités puisqu'ils peuvent durer le temps d'un café, mais qui offrent l'occasion de «retourner» au pays et confirmer un segment de son identité. Le paradoxe est qu'on retrouve dans cet usage la fonction originelle de l'association de migrants qui était celle de simuler un «bout de pays». C'est ce changement de nature du lien associatif qui nous semble caractériser les pratiques et les usages qu'a la deuxième génération du tissu associatif communautaire.

L'intéressant de ce système de lieux est que la fréquentation d'associations de migrants d'autres communautés est devenue commune chez les deuxième et troisième générations. Si le passage d'un registre à un autre, d'une communauté à une autre indique une plus grande fluidité des identités, il signe aussi l'existence d'un «nous» migrant, qui correspond au franchissement d'un seuil. Encore une fois, on se sent immigré en Suisse, façon comme une autre de dire «nous» sommes des résidents.

– Avec vos amis, est-ce que vous fréquentez d'autres cercles de communautés?

– Oui, les Turcs beaucoup. J'ai un ami à Échallens qui a ouvert un kebab à succès, ensuite il a ouvert un bar, une pâtisserie... Moi je suis beaucoup là-bas, bon c'est beaucoup des Turcs et aussi des Albanais. C'est le premier bar pour jeunes de Échallens, avant il y avait que des PMU.

– Cet ami qui a ouvert le kebab, il vient parfois avec vous dans les associations portugaises?

– Oui, oui, totalement. Il adore la bouffe qu'on fait là. Les émigrés de la deuxième génération qui viennent, ils aiment bien découvrir d'autres trucs, découvrir d'autres saveurs (usager; association portugaise).

Il convient néanmoins de remarquer que cette fluidification des identités dans la pratique d'un dispositif de nature spatiale paraît, dans notre échantillon, plus marqué dans la communauté portugaise. Mais il y a tout lieu de penser qu'il constitue, chez la jeune génération albanaise, une caractéristique majeure de l'usage du tissu associatif. Selon nos informations, les jeunes alternent en effet leurs identifications. Ils participent certes aux activités des associations communautaires, singulièrement culturelles; mais ils participent aussi à celles d'autres communautés, notamment dans le cadre de manifestations sportives.

3.1.4 Conclusion intermédiaire

Le transnationalisme permet d'envisager la potentielle recombinaison de l'«ici» et de l'«ailleurs» au sein de structures produites pour faire converger des espaces topographiques et institutionnels distants. En ce sens, il constitue un mode d'entrée dans les logiques de syncrétisme qui ont potentiellement cours dans les associations de migrants.

Ce qui interpelle, dans ce transnationalisme, c'est qu'il ne constitue pas, à proprement parler, une activité prioritaire de l'associationnisme migrant. Les cadres associatifs semblent plutôt embarrassés alors qu'il s'agit de détailler les activités susceptibles de s'inscrire dans un tel cadre, qui paraît être une figure imposée jamais pleinement réalisée. Au final, il apparaît que le transnationalisme est plus une pratique privée, en ce que l'on demeure en contact avec sa famille ou ses proches restés au pays. De même, dans certaines communautés, il semble que les pratiques transnationales relèvent plus d'un régime qui est celui d'une politique internationale de l'État d'origine ou de ses organes. En somme, les associations de migrants institutionnalisent une identité nationale significativement inscrite dans un nouvel espace de référence, celui du pays de migration; ce en quoi elles émancipent les identités de leur substrat d'origine, pour les réinscrire dans un autre.

Ce travail de recomposition identitaire se manifeste dans l'hybridisation des cultures régionales qu'on peut observer dans les associations les plus généralistes. Il se manifeste encore dans ce que les associations dites régionalistes sont en fait souvent bigarrées, puisqu'on tend à faire de leur appellation régionalisante le résultat de la lubie de quelques fondateurs. Il se manifeste enfin dans des activités visant à rétablir une polyphonie culturelle, une autre articulation des voix dans une harmonie.

Ainsi, par l'intermédiaire de cette hybridation, les associations de migrants concourent à la production d'identités diasporiques singulièrement localisées. Il semble qu'on se pense comme Portugais, Albanais, Tamouls de Suisse, c'est-à-dire frappé d'une singularité par rapport aux identités du pays. Cette singularité donne lieu à des rapports de distinction réciproque: les néo-migrants sont certes identifiés, à leur façon de marcher, de parler, de penser; mais les primo-migrants sont moqués à leur retour au pays comme des «nationaux» de nature particulière. Or, si ce travail de production d'une identité diasporique localisée n'est pas le propre des associations de migrants, il convient de voir que leur existence favorise cette «créolisation». Par définition, en effet, elles mettent en contact et en commun des différences.

Enfin, le pouvoir de créolisation des associations transparait de manière flagrante dans l'usage qu'en ont les secondos. Les associations de migrants y sont en effet associées à une «mouvance migrante» au sens où elles sont assimilées à un ensemble de lieux animés par des nationaux (bars, épiceries communautaires, pressing, etc.). Chacun de ces espaces incarne, à des degrés divers, une «personnalité collective» et permet d'actualiser certains traits identitaires moins légitimes dans l'espace social général. En les pratiquant, on se recompose au sens où on réactive une partie de soi.

Cette mouvance migrante est, tant chez les secondos que chez les primos, ouverte aux espaces associatifs des autres communautés migrantes. Autrement dit, l'associationnisme migrant a collaboré à la production d'un «nous» élargi, qui se traduit d'ailleurs à un niveau institutionnel par l'existence d'associations coordonnant l'ensemble du tissu associatif migrant.

4 Conclusion

4.1 Récapitulation

Les associations de migrants et le champ dans lequel elles s'inscrivent – soit l'associationnisme migrant – ont connu de profondes modifications ces dix dernières années. Ces modifications ont donné lieu à une abondante littérature et à des recherches à ambition synthétique.

D'une manière générale, il apparaît que l'associationnisme perd de son attractivité, si on s'aventure à la mesurer en terme de nombre d'adhérents. Il importe néanmoins de voir que cette perte d'attractivité est certainement bien plus liée à une «crise» de l'engagement collectif qu'à un désintérêt des migrants pour leurs associations. Cette hypothèse de lecture apparaît d'autant plus pertinente que, dans les discours que nous avons recueillis, les associations semblent garder un fort pouvoir de structuration sur la vie des migrants, même pour ceux qui ne les fréquentent pas ou plus. Elles constituent un lieu ou une activité à laquelle se référer; un lieu ou une activité qui permet de se situer dans un collectif, que ce soit sur le mode de la distanciation et de la distinction – en affirmant, par exemple, que l'on se sent fort peu concerné par le triolet «fado, football, Fatima» sur lequel elles se concentrent – ou sur le mode d'un «rapprochement des conditions»²⁴, alors qu'on y retourne pour se retrouver et se recomposer dans le voisinage de «Portug'» à la fois proches et lointains. Les associations de migrants aident ainsi à se définir en tant que «je» dans un «nous» néanmoins diversifié et se posent résolument comme une médiation vers la société élargie («eux»).

Globalement, il s'est confirmé que l'associationnisme migrant est un champ d'activité régi principalement par trois normes fonctionnelles: le communalisme, le désintéressement et l'humilité. On y œuvre pour une collectivité, de manière bénévole à un rythme qui est celui d'une politique des petits pas. Mais l'associationnisme migrant, comme tout espace social consacré à la rencontre de différences, est aussi un espace de débat, suscitant parfois de petites désillusions, des insatisfactions.

Nous avons fait le choix d'utiliser ces petits tracas, ces frustrations infinitésimales ou ces conflits minuscules comme analyseur des fonctionnements au jour le jour des associations de migrants, postulant qu'ils per-

mettaient d'approcher la transformation des cadres d'organisation de l'expérience dans la migration. La renégociation des rapports sociaux de sexe dans la société d'accueil se manifeste, dans l'association, par une réticence masculine à appliquer des décisions prises par des femmes. Les professeurs voient leur autorité remise en question, dans une «rivalité» encouragée par une horizontalisation des rapports consécutive de la migration. De même, les fils et filles de migrants prennent de la distance avec la culture d'origine et souhaitent lui donner une interprétation. Mais une approche par les petits tracas, les frottements et les conflits quotidiens, qui inéluctablement surgissent quand on met des différences en commun, montre encore que l'associationnisme migrant est indiscutablement producteur de capitaux, ce en quoi il est habilitant, «capabilisant».

Les cadres associatifs y ont trouvé un champ où valoriser et décliner un *capital militant hérité*, au sens où, bien souvent, ils étaient déjà actifs dans leur pays de départ. Ce capital militant est encore hérité en ce que ces cadres associatifs ont (avaient) un proche qui, engagé dans des activités associatives, leur a montré la voie. Ce capital a été décliné et valorisé dans l'associationnisme migrant. Il s'est diversifié en capital social bien sûr, mais aussi symbolique, offrant l'occasion d'une reconnaissance qui était parfois refusée dans le cadre de l'activité professionnelle ou dans le domaine des droits politiques.

Du point de vue du *capital social*, il convient de relever que les cadres des associations de migrants ont souvent exercé (et continuent d'exercer) un travail passeur d'altérité et de courtier au sens où ils ont favorisé l'intégration de leurs compatriotes en mettant à disposition leur carnet d'adresses et leur maîtrise des «façons de faire» du pays d'accueil. Ce capital social, développé dans la pratique d'un associationnisme militant, a été mis au service de la communauté conduisant à une juste reconnaissance, donc à l'acquisition d'un certain *capital symbolique*. Il apparaît que ce capital symbolique permet souvent à ces cadres de se dévouer plus encore à leur communauté. De fait, il importe néanmoins de voir que la diversification de ce capital militant en capital social et en capital symbolique est bien plus une dépense qu'un gain. L'associationnisme est chronophage. Il s'agit d'une activité qui ne s'arrête que rarement à la porte du privé; il est difficile de la cloisonner.

Bien vite, elle investit toutes les dimensions de la vie des cadres associatifs. Elle se transforme en un sacerdoce. La structure possède alors les hommes qui la portent.

Mais l'association, notamment en raison de la modification de certaines lois cantonales, est aussi un lieu possible de production d'un *capital économique*, le lieu où s'essayer à une certaine forme d'entrepreneuriat. Certains cercles deviennent progressivement des restaurants – au grand dépit de leurs fondateurs. Il reste que, bien souvent, l'association n'est pas le lieu par excellence où acquérir un tel capital. C'est en tout cas ce que semble manifester la forte rotation des gérants de bar.

Ainsi, l'association habilite ses cadres. Mais, dans son offre de services – a fortiori du point de vue de son marché gris, autrement dit du point de vue de l'ensemble des services qu'elle dispense à sa communauté et à la société d'accueil sans que cela ne figure dans ses statuts ou rapports d'activité (travail d'assistance sociale, animation socioculturelle, tutorat de résilience, etc.) – elle rend ses membres et usagers à même de vivre «ici».

Enfin, travaillant avec d'autres associations communautaires, de plus en plus articulées aux collectivités publiques, chaque association de migrants participe à l'invention d'un «nous» élargi à la totalité des personnes de la migration. En ce sens, en plus d'être habilitant, «capabilisant», l'associationnisme collabore à l'invention et à la production de synthèses identitaires qu'il diffuse dans la société élargie.

Ce travail de synthèse se manifeste dans la production d'identités diasporiques qui nous ont semblées singulièrement locales. On se sent bien entendu Portugais, Tamouls et Albanais, mais *de* Suisse, tout autant que de la diaspora. Ce sentiment se concrétise dans une sensibilité aux différences intracommunautaires (primo- versus néo-migrants, par exemple; migrants de Suisse romande versus migrants de Suisse alémanique), qui peut susciter des stratégies de démarcation.

Selon nous, ce processus n'est pas réductible à une acculturation. Il s'agit plutôt d'un moment transculturaliste, en ce qu'il procède d'une traduction des différences, de la transposition d'un système cohérent (une culture d'origine) en un autre système cohérent (une culture qui est celle du pays d'accueil). Cette transposition s'effectue de manière que le premier système cohérent soit compréhensible, lisible tant du point de vue de son sens que de son «rythme» pour le deuxième système cohérent.

Dans ce transculturalisme, les associations – en tant que médiation – ont fonctionné comme un traducteur soucieux tantôt de la source, tantôt de la réception. Dans

tous les cas, elles inventent, interprètent et rendent compréhensibles des sociétés réciproquement autres. Il importe ici de voir que ce travail intense, humble, silencieux et invisible s'effectue dans toutes les communautés considérées dans cette enquête exploratoire, si bien qu'il semble s'agir d'un invariant associatif.

Dans le cadre de notre enquête, ce travail transculturaliste de traduction – qui est une des tâches implicites de l'associationnisme migrant – s'inscrit néanmoins dans un paradoxe. Œuvrant à la production d'un système de conversion des cultures, les associations sont relativement peu inscrites dans des réseaux transnationaux. Le transnationalisme paraît en effet concerner – sinon pour la communauté tamoule où les associations politiques gardent un pouvoir de structuration important – la sphère privée. Ce paradoxe s'explique, à notre avis, par la situation politique des pays de notre échantillon. Le Portugal est, depuis la Révolution des œillets, une démocratie. Le Kosovo est un État reconnu par la Confédération. Pour ces deux communautés, l'urgence, l'impératif de solidarité est moindre (communauté albanaise) sinon caduque (communauté portugaise). Il s'agit dorénavant de travailler à un bien vivre en Suisse en tant que résident doté d'une singularité – comme tout autre résident.

4.2 Ouvertures

Cette monographie confirme donc l'importance des associations au niveau de la transformation des identités dans la migration et des pratiques d'intégration.

Néanmoins, ce rôle crucial est parfois fragilisé par des contraintes structurelles, des «petits tracas», qui, jour après jour, compliquent les interactions au sein des organisations. Le cas, propre à certains cantons, de la modification de la loi relative aux patentes associatives constitue ici un bon exemple de la manière dont des contraintes et des modifications *extérieures à l'association* sont susceptibles d'aviver des tensions à *l'intérieur de l'association*. Celle-ci a induit une professionnalisation des services et conduit à l'introduction d'une rationalité économique dans la gestion ordinaire des cercles et autres buvettes d'associations.

Le rôle des associations de migrants dans les politiques d'intégration et la transformation des identités est encore susceptible d'être fragilisé par une trop forte rotation de leurs cadres. L'associativisme migrant constitue un véritable sacerdoce. Nous n'avons cessé de rappeler qu'il est, à l'échelle de l'individu, bien plus une dépense qu'un gain; une activité fortement chronophage. Un encouragement effectif, déjà développé par certains cantons (Neuchâtel, par exemple) et certaines faitières (le FIMM, par exemple), à la formation des cadres en

question doit donc être systématisé. Le développement de ces politiques de formation devrait s'effectuer en relation avec les associations de migrants elles-mêmes de manière à les orienter sur les besoins spécifiques de cet associationnisme.

Par ailleurs, la fragilité financière de certaines associations de migrants conduit à s'interroger sur les critères susceptibles d'être retenus pour encourager leurs activités. Le nombre d'adhérents ne saurait être un bon indicateur puisque l'activité associative se développe bien au-delà du champ très restreint des membres. De même, le type d'activités est un critère très discutable dans la mesure où «retrouver un bout de pays» dans un moment de respiration autour de sociabilités est aussi une façon de faire de l'intégration, un moment d'un processus de transformation des identités.

De ce point de vue, une politique d'encouragement des associations qui consisterait à émettre des appels à projets (soit une politique d'activation) semble insuffisante. Outre le fait qu'elle a pour conséquence de mettre en concurrence les associations et les associationnismes migrants, cette politique a encore pour effet de favoriser les acteurs du tissu associatif qui maîtrisent le mieux la «langue» des administrations, ce en quoi elle est susceptible d'être inique. Pour éviter un tel biais, il conviendrait de développer des indicateurs alternatifs de participation à l'intégration (comme par exemple celui de potentiel de structuration des existences migrantes). Le développement de tels critères limiterait, en outre, le risque d'appauvrissement du champ associatif.

La construction de critères alternatifs devrait, de surcroît, permettre un renforcement du rôle des associations dans la définition des critères et programmes d'intégration (soit une politique de gouvernance partagée). Nous avons insisté, dans le cadre de ce rapport, sur le fait que beaucoup de responsables sont las d'être aussi peu soutenus et qu'ils estiment contradictoire le discours des autorités. Alors que les politiciens les poussent à s'investir dans l'intégration, ils ne les soutiennent pas dans leurs projets. Nous avons encore relayé une autre critique formulée à l'égard des autorités, celle qui concerne les modalités de gestion de la gouvernance. Si les responsables associatifs sont de plus en plus souvent consultés par les politiciens (la participation étant un des principes des nouvelles lois d'intégration), ils sont, dans les faits, peu impliqués dans le processus de décision et d'opérationnalisation des projets. Une politique de gouvernance partagée permettrait donc de pérenniser le rôle des associations de migrants par l'intermédiaire d'une juste valorisation et d'une juste rémunération symbolique du travail accompli, jour après jour, au service de l'intégration.

5

Notes

- 1 Cattacin, La Barba, 2007.
- 2 Bolzman, Fibbi, Vial, 2003.
- 3 Cattacin, La Barba, 2007 et Cattacin, Kaya, 2005.
- 4 C'est-à-dire ouverte et labile (Jones, Moss, 1995: 254).
- 5 Mouffe, 1995: 260.
- 6 Dans cette recherche, le terme «albanais» englobe les ressortissants d'Albanie ainsi que ceux du Kosovo et de Macédoine.
- 7 Par exemple: Bolzmann, Fibbi, Valente, 1992; Cattacin, La Barba, 2007; Dahinden, Moret, 2008; Faist, 2007; Fibbi, 1995; Moya, 2005; Mutlu, 1995.
- 8 Scott, 1991: 59.
- 9 Selon la définition du Petit Robert, le syncrétisme est une combinaison relativement cohérente (à la différence de l'éclectisme), un mélange de doctrines, de systèmes. Mettant en rapport des espaces institutionnels et topographiques distants, mais aussi des identités sociales, régionales, générationnelles, etc., les associations de migrants sont potentiellement des lieux de recombinaison des identités.
- 10 Bourdieu, 1984: 113.
- 11 Crozier, 1970-71: 144.
- 12 Freund in Simmel, 1992: 12.
- 13 Bourdieu, 2007.
- 14 Il est d'ailleurs symptomatique que les groupes de folklores et de football dans la communauté portugaise sont fréquentés à majorité par les primo-migrants et les seconds. Pour les jeunes qui ont grandi en Suisse et dont le réseau social est étendu, l'association est une façon de garder un lien avec le pays d'origine, un besoin que ne ressentent pas forcément les néo-migrants qui viennent de quitter le Portugal.
- 15 Soares, 2007.
- 16 Comme l'affiliation se fait par famille, chaque cotisation ne donne droit qu'à un seul vote en séance plénière.
- 17 Bourdieu, 2007 [1979].
- 18 Blundo, 1995, 1998, 2001.
- 19 Rosita Fibbi et Gianni D'Amato, 2008.
- 20 Alejandro Portes, 1997.
- 21 Fibbi, D'Amato, 2008.
- 22 Selon la définition du Petit Robert, une chimère est un animal mythologique, un monstre fabuleux à tête et poitrail de lion, ventre de chèvre, queue de dragon. Elle est, par extension, un assemblage monstrueux.
- 23 Bordeuil, 1986: 206-213.
- 24 Chevalon-Demersay, 2000.

6 Littérature

- BLUNDO Giorgio, 2001, «Négocier l'État au quotidien: intermédiaires, courtiers et rabatteurs dans les interstices de l'administration sénégalaise», *Autrepart*, n° 20, pp. 75-90.
- BLUNDO Giorgio, 1998, «Logiques de gestion publique dans la décentralisation sénégalaise: participation factionnelle et ubiquité réticulaire», *Bulletin de l'APAD*, n°15, p. 21-47.
- BLUNDO Giorgio, 1995, «Les courtiers du développement en milieu rural sénégalais», *Cahiers d'études africaines*, 137, XXXV-I, pp. 73-99.
- BOLZMAN Claudio, FIBBI Rosita, VIAL Marie, 2003, *Secondas-Secondos: le processus d'intégration des jeunes adultes issus de la migration espagnole et italienne en Suisse*, Bâle, Seismo.
- BOLZMANN Claudio, FIBBI Rosita, VALENTE Lucilla, 1992, «Les racines locales des immigrés ou comment inventer une nouvelle citoyenneté», *Espaces et sociétés*, 68, pp. 47-65.
- BORDEUIL Jean-Samuel, 1986, «Identité et espaces publics», in PELLEGRINO Pierre (éd.), *La théorie de l'espace humain*, Genève, CRAAL-FNSRS-UNESCO, pp. 206-213.
- BOURDIEU Pierre, 2007 [1979], *La distinction: critique sociale du jugement*, Paris, Minuit.
- BOURDIEU Pierre, 1984, *Questions de sociologie*, Paris, Minuit.
- CATTACIN, Sandro, LA BARBA Morena, 2007, *Migration et organisation. La vie associative des migrants – une analyse sur la base d'une recherche exploratoire sur l'organisation des migrants italiens en Suisse*, Genève et Neuchâtel, Département de sociologie/SFM.
- CATTACIN Sandro, KAYA Bülent, 2005, «Le développement des mesures d'intégration de la population migrante sur le plan local en Suisse», MAHNIG Hans (dir.), *Histoire de la politique de migration, d'asile et d'intégration en Suisse depuis 1948*, Bâle, Seismo, pp. 288-320.
- CHEVALON-DEMERSAY Sabine, 2000, «Le rapprochement des conditions: une enquête sur la série télévisée Urgences», *Esprit*, octobre, pp. 21-38.
- CROZIER Michel, 1970-71, «Sentiments, organisations et systèmes», *Revue française de sociologie*, n° spécial, volumes XI-XII, pp. 141-154.
- DAHINDEN Janine, MORET Joëlle, 2008, «Les activités transnationales des associations de migrants serbes et kosovars en Suisse», in EFIONAYI-MÄDER Denise, PERROULAZ Gérard, SCHÜMPERLI YOUNOSSIAN Catherine, (dir.), *Annuaire suisse de politique de développement: migration et développement – un mariage arrangé*, Genève, The Graduate Institute, 27(2), pp. 235-248.
- FAIST Thomas, 2007, «Migrants as transnational développement agents: an inquiry into de newest round on the migrations-developpement nexus», *Population, space and place*, vol. 14, pp. 21-42.
- FIBBI Rosita, D'AMATO Gianni, 2008, «Transnationalisme des migrants en Europe: une preuve par les faits», *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 24, pp. 7-22.
- FIBBI Rosita, 1995, «Les associations d'étrangers: une réalité interculturelle», in Poggia, Edo et al. (éd.), *Pluralité culturelle et éducation en Suisse: être migrant II*. Berne, Peter Lang, pp. 329-332.
- KOZAKAÍ Toshiaki, 2007 (2000), *L'étranger, l'identité: essai sur l'intégration culturelle*, Paris, Payot.
- PARK Robert Ezra, 1925 (1995), «La ville: propositions de recherche sur le comportement humain en milieu urbain», in GRAFMEYER Yves, JOSEPH Isaac (éds.), *L'École de Chicago: naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier, pp. 83-130.
- MOYA José C., 2005, «Immigrants and associations: A global and historical perspective», *Journal of ethnic and migration studies*, 31(5), pp. 833-864.
- MOUFFE Chantal, 1995, «Post-Marxism: democracy and identity», *Society and Space*, 13 (3), pp. 259-265.
- MUTLU Hasan, 1995, *Le tissu associatif des communautés étrangères dans le canton de Neuchâtel: problèmes, besoins et demandes des associations*, Neuchâtel, Université de Neuchâtel, Institut de sociologie et de science politique.
- PORTES Alejandro 1997, «Globalization from below: the rise of transnational communities», in KALB Don et al. (éd.), *The ends of globalization. Bringing society back in*, Lanham, Maryland, Rowman and Littlefield Publ., pp. 253-271.
- SCOTT John, 1991, *Social network analysis: a handbook*, Londres, Sage.
- SIMMEL Georg, 1992, *Le conflit*, Saulxures, Circé.
- SOARES Edio, 2007, *Butinage religieux: «manières de faire» en religion à Paranagua-mirim (Brésil)*, Genève, lued.

